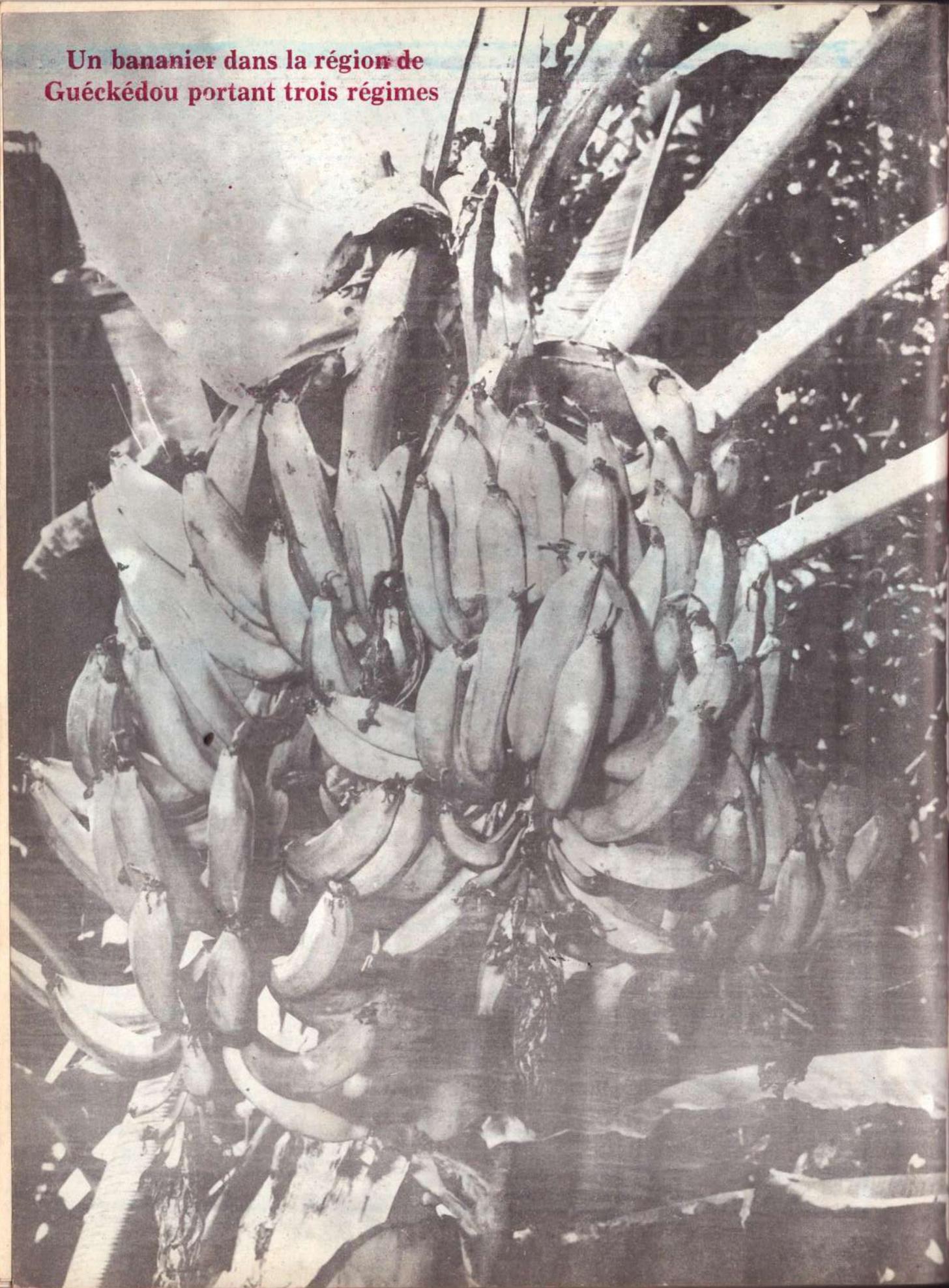


Un bananier dans la région de Guékédou portant trois régimes

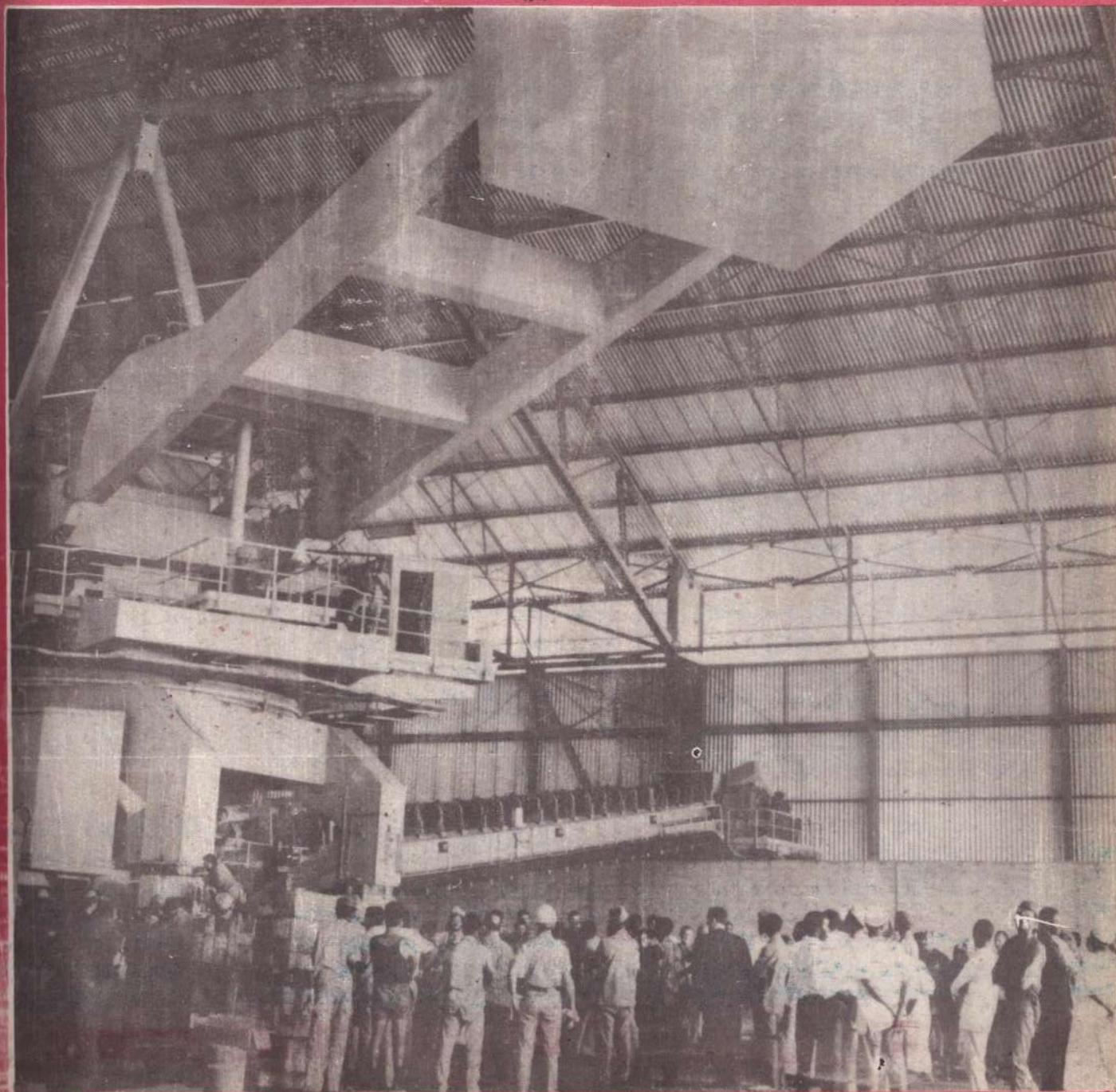


HOROYA



N° 2253 — Du 19 au 25 Décembre 1976 — Prix : 25 sylvies

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE



Une visite aux installations de la CBG à Boké



ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BP : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. : 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahmèd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya

D. ADJOINT : Jerome Dramu

S. G. DE REDACTION : Ibrahima Sise

D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A «HOROYA»
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - S.P. Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant banquier du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à
«HOROYA» ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE

B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :
VILLE : PAYS :
REGLEMENT :
CHEQUE CI-JOINT :
VIREMENT BANCAIRE

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte
bancaire No 32-34-51-395*

Crédit National S. P. Conakry

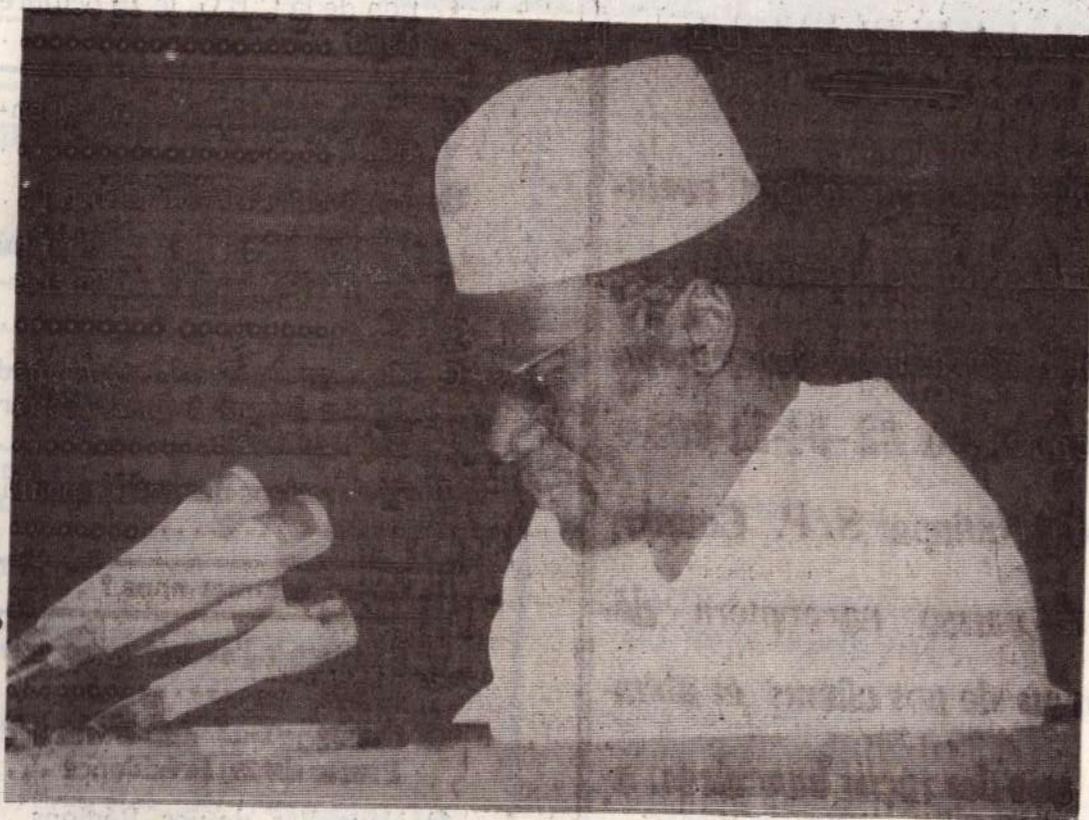
*Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que des reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques
bancaires visés et positionnés.*

Prêt pour la Révolution

SOMMAIRE

- Entretiens du Responsable Suprême de la Révolution avec le Conseil d'Administration de la C.B.G. le 19 octobre 1976 22
- Communiqué du Comité Central 22
- Actes du Pouvoir Central .. 24
- Editorial : Le « Libérien Inaugural », un journal mercenaire 25
- Message du Président Ahmed Sékou Touré à S. E. Houari Boumediène 26
- Déclarations des cadres peulhs (suite) 27
- Où en sommes-nous ? 37
- Lélouma : l'avenir avec confiance 39
- Communiqué du Bureau de Presse de la Présidence 43
- Nouvelles de nos Régions .. 45
- Avis de Concours 47
- Appel d'offres international 49
- Nouvelles internationales 50

Le chef de l'Etat devant le Conseil d'Administration de la C.B.G.



La C.B.G., un objectif de développement de la Nation

AHMED SEKOU TOURE

Au mois d'octobre dernier, le Conseil d'Administration de la CBG s'est tenu à Conakry aux fins d'examiner un certain nombre de problèmes liés au fonctionnement de la Compagnie.

Ainsi le Conseil d'Administration a traité de l'étude du bilan de construction et des bilans d'exploitation des exercices antérieurs de l'analyse des frais généraux en devises étrangères des exercices antérieurs. Enfin il a été discuté du transfert de Pittsburg (USA) pour Conakry de la Comptabilité Centrale.

Cette grande réunion a été une occasion pour le CA de la CBG d'être reçu par le Responsable Suprême de

la Révolution, qui une fois encore a traité magistralement des rapports qui existent entre la Guinée et la CBG.

Le chef de l'Etat a réaffirmé la volonté sincère de coopération de la Guinée avec les partenaires de la CBG. Une coopération qui doit être mutuellement avantageuse et qui tient compte de la souveraineté et de la dignité des uns et des autres.

Voici, l'adresse du chef de l'Etat, devant le CA de la CBG composé de la Guinée et des représentants de Pechiney (France); Martin Marietta (USA); Vaw (Allemagne Fédérale); Alcoa (USA); ALCAN (Canada); Alumetal (Italie).

Messieurs,

Nous devons tout d'abord vous remercier, au nom du gouvernement et du Parti-Etat, de la visite de courtoisie que vous avez bien voulu nous faire ce matin, et qui constitue pour nous, comme nous l'avons dit tout à l'heure, une excellente occasion de vous réaffirmer, de façon encore plus solennelle et sincère, la volonté de notre gouvernement et de notre Peuple de faire de la CBG (Compagnie des Bauxites de Guinée) une entreprise rentable, à tous égards.

Vous nous connaissez peut-être mal. Qu'importe! Mais vous nous connaissez au moins comme des hommes de principe, ayant toujours le courage dans les rapports avec les autres, d'exprimer la vérité parce qu'estimant que seule la vérité peut demeurer un trait d'union valable pour une unité ou une union durable.

Nous sommes en effet des hommes de principe, n'appréciant jamais le présent sans nous référer au passé et sans avoir une idée de respect à l'égard des objectifs situés dans le futur, objectifs qui motivent l'association des moyens et des hommes.

A cet égard, nous disons que la CBG a été, pour nous, un objectif s'inscrivant dans la trajectoire du développement global de la Nation guinéenne, laquelle constitue, à son tour, un objectif suprême du gouvernement guinéen. Et si la CBG a pu être réalisée, nous n'oublierons pas que c'est grâce à la confiance que vous avez bien voulu, les uns

et les autres, placer en notre régime, en notre gouvernement, en notre Peuple.

Dieu a doté la Guinée d'immenses possibilités ; mais toutes ces potentialités resteraient sans effet sur la vie sociale guinéenne, si dans le monde, il n'y avait pas des hommes faisant confiance au Peuple guinéen pour s'associer à lui afin de les valoriser. Le mérite de notre Peuple ne se situe pas dans la possession de potentialités si immenses et si variées de son sous-sol. Ces réserves considérables auraient pu, par la volonté de Dieu, se trouver aussi bien dans n'importe quel autre pays. Notre mérite sera déterminé par l'efficacité d'une action tendant à valoriser ces ressources et à leur donner une portée réelle sur la vie de notre société.

Et si aujourd'hui, nous parlons de la CBG, nous n'oublierons pas que l'élément nouveau, ce n'est pas l'existence de la bauxite en Guinée ; cette bauxite a toujours existé ; l'élément nouveau, c'est la volonté qui vous a animés, doublée de la confiance que vous nous avez témoignée en vous associant à nous, afin de mettre en commun des moyens permettant l'exploitation rationnelle de la bauxite guinéenne.

C'est pourquoi, à ce titre, nous dirons que si nous avons un certain mérite vis-à-vis de notre Peuple, nous vous le devons en toute honnêteté, car nous n'aurions pas pu, tout seuls, inventer par la magie les moyens indispensables à l'exploitation de la bauxite. C'est cela le passé et pour nous, c'est un point de repère qui a une valeur morale permanente.

Si vous nous avez fait confiance, c'est parce qu'à travers le contact, nous avons pris des engagements absolus envers vous et auxquels vous avez cru, alors même que des courants divers, très hostiles au régime guinéen, existaient, qui vous incitaient à ne pas faire confiance à la Guinée et encore moins à son équipe dirigeante. Donc, nous estimons que de votre part, vous avez accepté de risquer l'aventure en vous disant : « malgré tout, nous allons faire confiance, nous verrons ». Notre honneur et notre mérite seraient que cela ne soit pas une aventure, mais une véritable entreprise justifiée par la rentabilité qui saura sanctionner les activités. Et si la Guinée retire un avantage important de la valorisation d'une partie de ses richesses matérielles, il faut également que ceux qui lui ont apporté ce concours financier et technique puissent avoir, eux aussi, des avantages quant à la garantie des capitaux et quant à



La Délégation guinéenne, à l'extrême gauche, le ministre Moussa Diakité

la rémunération de ces capitaux. Tels sont les engagements qui ont été pris hier. Nous les renouvelons encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, certainement, ce rappel a de l'importance pour justifier encore la confiance nécessaire dans la phase nouvelle que nous abordons, à savoir celle très active de l'exploitation effective de l'entreprise installée à Boké.

Nous vous confirmons donc tous les engagements antérieurs ; notre devoir aujourd'hui est de créer les conditions objectives pour le fonctionnement efficace et rentable de la CBG, notre entreprise commune.

Nous disons souvent au cours de nos conférences et dans nos écrits, que l'on ne fait pas une expérience sur un Peuple. C'est la conscience d'un Peuple qui l'engage et dès que la conscience dicte à l'homme et au Peuple une attitude, un engagement, c'est une entreprise qui est engagée dans l'histoire et non une expérience. On ne fait l'expérience que sur la matière.

Notre équipe n'oubliera jamais les tâches principales qu'elle doit accomplir pour transformer l'ancien territoire colonial, marqué par le tribalisme, vivant dans un état arriéré, en une Nation moderne, avec un Peuple organisé fondant ses activités sur des principes justes et rationnels.

Pour l'Europe, pour beaucoup de pays dans le monde, la Nation a précédé l'Etat. Pour l'Afrique, la singularité de

L'histoire du continent est que **pour la plupart de nos pays, l'Etat précède la Nation**. La Nation est à créer pour constituer, à la place des tribus plus ou moins hostiles les unes aux autres, un Peuple rendu cohérent dans sa pensée et solidaire dans son attitude, un Peuple qui adopte des principes de vie moderne se traduisant dans une éthique de justice dans ses rapports avec les autres Peuples et dans une communauté de culture qui le caractérise et l'intègre à la fois à la grande famille humaine ; toute situation nouvelle qui nie et s'oppose aux pratiques antérieures dominées par l'incohérence et les hostilités tribales. C'est à cette tâche de création et de transformation consistant à bouleverser les structures anciennes pour dégager de nouvelles valeurs démocratiques justes que notre équipe s'est attelée.

C'est une tâche extrêmement difficile, une tâche de construction ; mais **notre équipe a la conscience de cette responsabilité dans l'histoire de notre pays**.

Et c'est pourquoi elle prend des décisions dynamiques en politique intérieure, décisions que les uns et les autres, arrive à s'accommoder d'une existence au jour le jour, sans connaître les vrais mobiles de notre politique ; mais nous estimons quant à nous, que nous avons des devoirs vis-à-vis de notre Peuple ; **nous devons l'engager dans la voie du progrès**. C'est pourquoi vous entendrez à l'extérieur beaucoup de commentaires sur la vie guinéenne ; des commentaires souvent hostiles à la Guinée, qui ne reflètent pas la réalité guinéenne. L'objectif avoué ou non de ces commentaires de la « situation guinéenne » est de décourager, en discréditant le régime guinéen et son équipe dirigeante, les partenaires étrangers désireux d'investir des capitaux pour valoriser les richesses naturelles du pays.

Ce faisant, ces critiques tendent à confronter les éléments d'une prétendue instabilité aux exigences du capitalisme colonial. En effet, alors que le capitalisme colonial arrive à s'accommoder d'une existence au jour le jour, sans perspective d'avenir quel que soit l'état de déséquilibre qui affecte le pays, le capitalisme industriel, quant à lui, exige une continuité, une durée de temps déterminée pour pouvoir s'engager, réaliser, se développer et aboutir à une rentabilité raisonnable des fonds investis. La stabilité lui est nécessaire et aucun déséquilibre ne pourrait lui être favorable.

Au moment de l'indépendance, nous étions l'un des pays les plus pauvres du continent africain, pour ne pas dire le plus pauvre de tous les pays africains. Si vous ne le saviez pas, nous devons aujourd'hui vous le dire.

En effet, quel était le montant du budget de toute la Nation guinéenne ? 20 millions de dollars. Dans tout le pays, il n'y avait aucun Guinéen pouvant disposer de plus de 4.000 dollars en liquidité. Le parc automobile comptait 300 véhicules, camions et voitures regroupés. A l'indépendance, il n'y avait pas un seul établissement d'enseignement supérieur ; le pays comptait six universitaires formés en France. Nous étions un pays très arriéré.

Mais nous avons mesuré l'immensité de la responsabilité que notre équipe a prise en demandant au Peuple de s'engager dans la voie de l'indépendance totale.

En 1958, la France a posé clairement la question à 13 colonies d'Afrique : « voulez-vous de l'indépendance totale ? Si oui, votez NON au référendum ». « Voulez-vous d'une communauté avec la France, mais en laissant à la France la politique extérieure, la monnaie, le commerce extérieur et les banques, l'enseignement supérieur, l'armée ? Dans ce cas votez OUI à la Communauté franco-africaine ».

En Guinée, nous avons préféré choisir la voie de l'indépendance qui est celle de la responsabilité, en estimant que **tout homme irresponsable n'est pas libre, tout Peuple irresponsable n'est pas libre** ; que la liberté réelle se mesure par le degré de responsabilité du Peuple devant son destin. Ainsi, des 13 colonies françaises d'Afrique, seule la Guinée prit son indépendance en 1958. Mais aussitôt, un blocus économique total fut organisé contre la Guinée, blocus d'autant plus efficace que notre pays, placé dans une situation de dépendance totale, n'avait d'échange commercial qu'avec la France ou en tout cas, qu'à travers elle. Désormais, nos produits étaient refusés malgré l'excellente qualité de notre banane, de notre ananas, de notre café. Nous avons été pénalisés ainsi pendant près d'un an. Pas un rapport de commerce avec l'Occident.

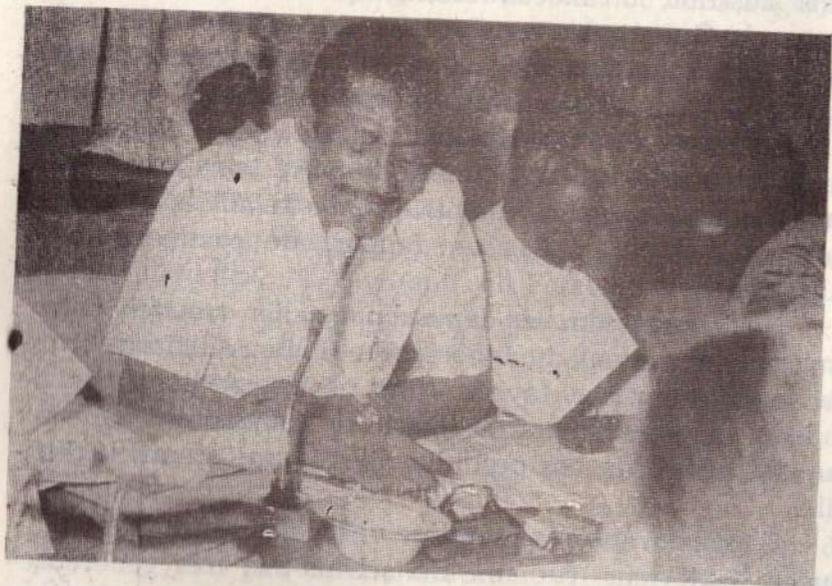
Nous nous sommes déplacé pour aller trouver notre doyen, le Président du Libéria, feu Tubman afin qu'il intervienne en notre faveur. Nous ne demandions pas de cadeau, mais seulement, la liberté de commerce avec ceux qui ont besoin de nos produits. C'était une situation difficile.

C'est pourquoi, la première visite que nous avons rendue à l'extérieur, fut aux Etats-Unis ; et très généreusement le Président Eisenhower prépara des conventions d'aide à la Guinée. Nous avons nettement refusé et notre

position paraissait paradoxale : nous n'avions rien et nous refusons cette offre. Vous pouvez vous en convaincre en relisant notre intervention à Washington en 1959. Nous avons dit que « nous voulions changer l'image de l'Afrique ; nous ne voulions pas quémander, nous ne voulions pas de l'irresponsabilité, nous ne demandions aucun cadeau sous forme d'aumône, nous ne demandions qu'à être compris ». Nous avons dit aux Etats-Unis : « vous êtes indépendants il y a des siècles et ce, grâce à vos ancêtres qui ont accepté la lutte. Nous aussi, nous avons choisi l'indépendance, il ne faut pas que nous soyons pénalisés parce que nous avons choisi cette voie ».

Lorsqu'on a fait croire aux Etats-Unis qu'il y avait la famine en Guinée, ils nous ont envoyé 5000 tonnes de riz que nous avons refusées. Nous avons alors déclaré que nous n'avions pas besoin d'aumône, mais de traités de coopération où nous pourrions apporter quelque chose. Nous avons dit : « signez d'abord des engagements pour que nous puissions vous vendre nos produits dont vous avez besoin, ce sera notre apport à votre économie ; ensuite, nous pourrons prendre chez vous les biens dont nous avons besoin. Et si, en plus de cela vous voulez nous aider, vous pourrez alors le faire ; mais s'il n'y a pas de coopération, alors nous ne voulons pas d'aumône ».

C'était la même situation à Londres où nous nous sommes ensuite rendu ; l'aide qui nous a été accordée,



Le ministre des mines et de la géologie le camarade
Kélassan Kéité

nous l'avons refusée. Nous avons plaidé la cause qui nous était chère : l'indépendance de notre pays, la coopération libre avec les pays sur la base de l'égalité et de la réciprocité des intérêts.

En Allemagne Fédérale, avec le Chancelier Adenauer, c'était la même situation. Et ceux qui ne connaissaient pas ou qui ne nous comprenaient pas ont crié : « mais ce sont des orgueilleux ! ils n'ont qu'à mourir de faim ». Pourquoi parlaient-ils ainsi ? En raison de l'image qu'ils se faisaient des gouvernements africains.

Et quand nous avons conclu des accords avec les pays socialistes qui nous ont compris, on a écrit et dit à toutes les Radios : « la Guinée, c'est la base du communisme en Afrique. Monsieur Sékou Touré sort d'une école de formation idéologique de Prague », alors que nous n'avions jamais été, de notre vie, à Prague.

Nous ne sommes pas communistes et si nous l'étions, nous serions fiers de le dire. Mais nous demandions à être compris tout simplement comme un Peuple de principe qui ne demande pas d'aumône, qui ne veut pas vivre d'aumône.

Lorsque nous nous sommes adressé au Conseil islamique, nous disions, et vous pourrez le lire : « ce que Dieu a donné à un homme ou à un Peuple est donné une fois pour toutes, il ne le reprend pas ; que vous preniez un bon chemin, vous continuerez à avoir ce qui vous a été donné ; que vous preniez le mauvais chemin, vous aurez strictement ce qui vous a été donné. Mais, vous serez jugé par rapport au choix que vous avez fait. Telle est notre philosophie et c'est pourquoi nous essayons, autant que possible, de mener une politique de dignité. La dignité consiste à adapter une attitude qui est conforme à ce que l'on écrit, à ce que l'on dit. Quand il y a contradiction entre ce que l'on signe, ce que l'on dit et ce que l'on fait, il y a manque de dignité chez l'homme ou chez le Peuple qui se comporte ainsi.

C'est pourquoi en Guinée, les négociations sont toujours très dures. Parce que si nous nous engageons, nous sommes tenus de respecter les clauses auxquelles nous avons souscrit librement.

C'est pourquoi aussi avant de nous engager, nous défendons autant que possible tout ce qui nous paraît juste. Même envers ceux qui nous combattent et veulent nous nuire, nous devons agir de manière qu'ils nous respectent ; et ce respect ne sera dû qu'à l'attitude de dignité,

d'honnêteté morale, intellectuelle et pratique dont nous ferons montre nous-mêmes dans notre comportement de tous les jours.

Il faut juger un homme par ce qu'il dit et par ce qu'il fait ; mais si ce qu'il fait est différent de ce qu'il dit, il faut finalement le juger par ce qu'il fait ; toutefois **la dignité veut que ce que l'on dit soit fait.**

Nous estimons également qu'il faut toujours, dans la vie historique, trois conditions essentielles pour réussir. Dans toute entreprise, ces trois conditions sont indispensables :

La première est une orientation juste de l'action que l'on veut mener, ce qui suppose le choix d'objectifs justes ;

La deuxième, il faut s'organiser rationnellement par rapport à la dimension et aux exigences de l'objectif ;

La troisième condition, c'est la fidélité des hommes associés à la logique acceptée, conformément aux objectifs convenus au départ. **Et la fidélité à l'engagement, la fidélité à l'objectif est un des critères essentiels qui détermine la constance dans l'attitude.**

Nous estimons que la vulgarité d'un homme ou d'un Peuple se dénote dans l'inconstance de cet homme ou de ce Peuple dans ses attitudes et nous voudrions toujours, quant à nous, être fidèles à nos engagements, à nos objectifs et être constants dans l'action.

Quel est le devoir de notre génération ?

Nous l'avons dit tout à l'heure, **c'est de créer une Nation.**

Il ne s'agissait pas, pour nous, d'occuper des fauteuils laissés par le Gouvernement colonial, mais d'étudier les conditions de vie de notre Peuple, de dégager tous les facteurs négatifs pour les détruire progressivement, en faveur de facteurs positifs pouvant faire la cohésion de la société, résoudre les contradictions internes, et permettre la convergence des activités des uns et des autres ; faire ce que nous appelons en Guinée « l'équilibre et le bonheur du Peuple ». Nous nous rendons compte cependant que **notre ligne de développement n'est pas comprise ; au contraire, elle suscite beaucoup d'incompréhensions, beaucoup d'animosité. Mais nous pensons qu'il est préférable d'avoir une politique difficile, plutôt que de s'abandonner dans la facilité, sans lendemain.**

C'est ainsi que nous avons été amené à réorganiser fondamentalement les structures de notre pays, à les moderniser, à dégager des principes, des comportements qui sortent l'homme de la tribu et des conceptions arriérées pour en faire

un homme national, un homme universel face aux objectifs fondamentaux fixés au développement de la Nation.

Si nous parlons tous les jours de la lutte anti-colonialiste, anti-impérialiste, sachez que celle que nous menons à l'intérieur contre nous-mêmes est encore plus dure et plus radicale.

Nous avons détruit tous les fétiches et toutes les conceptions irrationnelles qui divisaient la société en classes. Nous avons imposé l'égalité de tous les hommes, de toutes les femmes ; rendu également obligatoire l'enseignement pour tous, en assurant la gratuité de l'éducation jusqu'à l'Université. Nous avons mis sur un même pied tous les travailleurs. Nos émoluments d'avant l'indépendance étaient 10 fois supérieurs à ceux d'aujourd'hui. Nous percevions 4.000 dollars d'indemnités à l'intérieur du pays. Nous étions à la fois maire de Conakry, député à l'Assemblée de Conakry, Vice-Président du gouvernement semi-autonome à Dakar, nous étions député fédéral ; à Paris nous étions député à l'Assemblée nationale française, Vice-Président de l'Office des Postes et Télécommunications de l'Afrique. Nous touchions à l'époque 10 fois plus d'argent que maintenant. Nous avons dirigé en Guinée le Mouvement syndical que nous avons créé avec nos collègues et nous l'avons dirigé jusqu'à l'indépendance. Nous avons dirigé le Mouvement Syndical Pan-Africain et nous étions Président de l'UGTAN au moment où la Guinée accédait à l'indépendance.

C'est en Guinée que les grèves étaient les plus nombreuses et les plus longues. Cela indique l'intransigeance du Mouvement syndical dans notre pays. Néanmoins, grâce à nos mesures sociales, **c'est ici que depuis l'indépendance, il n'y a pas eu un seul remous dans aucun secteur.** Depuis, c'est la stabilité politique, la stabilité sociale. Cette stabilité n'est pas venue d'elle-même. L'éventail des salaires allait de 1 à 55 au moment de l'indépendance entre le salaire du manoeuvre et notre salaire de Vice-Président de gouvernement semi-autonome. Nous avons ramené cet éventail de 1 à 17 et, bien que nous soyons les plus pauvres des pays africains nous avons versé dans le cadre permanent de l'Etat, tous les travailleurs ; même le boy qui est à la maison bénéficie de la Sécurité sociale en Guinée. Il n'y a plus de différence entre le travailleur manuel et le travailleur de bureau. Le **Président de la République** a la même durée de congé annuel que le manoeuvre sans spécialité. Pour ses enfants, il a droit aux mêmes indemnités sociales que le manoeuvre ; pour la pension de retraite, il a droit au même pourcentage de sa solde que le manoeuvre, et tous les travailleurs sont assurés



Une vue d'ensemble de la table du Conseil d'Administration

(accidents de travail maladies professionnelles) dans les mêmes conditions. Il n'est pratiqué aucune retenue sur salaire au titre de la retraite, la Société intervenant pour assurer la retraite grâce aux impôts. En ce qui concerne les orientations dans les écoles, filles et garçons ont accès à toutes les disciplines sans discrimination. Cela nous a permis de passer de 39 000 élèves avant l'indépendance à 370 000 élèves maintenant.

Nous avons ordonné l'enseignement vertical dans chaque village jusqu'au niveau du baccalauréat, c'est-à-dire l'enseignement pré-universitaire ; nous évitons de la sorte le départ prématuré des jeunes de leur milieu naturel et familial et par voie de conséquence, la confrontation brutale avec les facteurs externes de déséquilibre. Nous ne tolérons plus qu'un jeune soit licencié et jeté à la rue pour quelque délit qu'il aurait commis ; cela parce que nous voulons éduquer et non enseigner. On peut enseigner sans éduquer, mais on ne peut éduquer sans enseigner. Il s'agit d'éduquer celui qui est voleur, celui qui est menteur, celui qui est bandit. Tout jeune délinquant de cette nature a droit à la priorité à l'École, car il a besoin de plus d'éducation que son collègue qui se comporte bien dans la société.

C'est un ensemble de mesures qui a servi à bouleverser la vie antérieure et à insérer chaque individu, chaque homme et femme dans une nouvelle réalité nationale plus cohérente.

Evidemment, de l'extérieur, on ne connaît pas la Guinée et les commentaires que l'on fait généralement sur la Guinée peuvent effrayer n'importe qui voudrait coopérer avec nous. Ceci est dû au fait que tous les capitalistes coloniaux sont braqués contre la Guinée. **Notre pays ne peut traiter qu'avec des capitaux industriels.**

En effet, sur le plan national, nous disons que nous voulons faire nous-mêmes notre commerce, nous n'avons pas besoin de capitaux étrangers. S'il s'agit de fonction que nous nous sentons capables d'accomplir, nous préférons les assumer nous-mêmes par nos propres moyens. Nous n'avons besoin d'assistance extérieure que dans le domaine de l'industrie et de la technologie modernes où nous avons tout à apprendre ; et nos besoins sont tels que si nous ne nous associons pas avec des hommes de bonne volonté maîtrisant cette technologie, nous risquons de compromettre l'évolution économique de notre pays.

Nous voulons être responsables pour nous affirmer. C'est pourquoi ici, nous avons supprimé toutes les féodalités coutumières. Dans beaucoup de pays, vous trouverez des chefs qui ont droit de vie et de mort sur leurs sujets, et on vous dira : c'est la coutume. Pour nous, **nous respectons la coutume quand elle est nécessaire à l'équilibre de la Nation ;** mais dès que sa nécessité disparaît, nous la remplaçons par une autre coutume, une autre loi. C'est pourquoi chaque village est érigé en Pouvoir Révolutionnaire Local et toute la terre du village est gérée collectivement. Personne n'est plus propriétaire de la terre, c'est la collectivité qui en est propriétaire et qui l'exploite. Cependant, dans notre équipe, la plupart d'entre nous sont descendants de familles féodales ; et individuellement, nous aurions tous intérêt à maintenir les vieilles coutumes ; mais ce serait trahir l'avenir de notre Nation.

Nous avons voulu créer une Nation ; il fallait créer les conditions de la cohésion nationale. C'est toute la chance que l'histoire nous donne.

Nous vous demandons donc de savoir que si nous sommes attaqués de part et d'autres, il y a d'autres raisons qui ne sont pas les raisons de la Guinée. Mais heureusement, tous ceux qui coopèrent avec nous ne peuvent pas noter, en dehors de petites difficultés passagères, un changement d'orientation, une attitude inconséquente du régime ou du gouvernement guinéen.

Nous prenons comme exemple FRIGUIA qui a connu beaucoup d'évolutions. Il n'y a pas eu de perturbations

depuis que FRIGUIA a commencé à fonctionner. Pourtant, nous étions opposés aux Statuts de FRIGUIA pour les avoir combattus violemment au sein de l'Assemblée territoriale coloniale. A Paris, nous les avons combattus, nous avons refusé de les ratifier et quand nous sommes devenus indépendants, nous avons expliqué l'orientation juste aux partenaires de FRIGUIA. Ils ont compris que c'était là l'orientation juste et depuis, il n'y a pas eu de perturbations au niveau de FRIGUIA. Même quand il y a eu une tentative, de la part de certains cadres, de créer des perturbations, c'est tout l'Etat-Major du Parti qui a débarqué à FRIGUIA pour prendre ses responsabilités immédiatement ; les décisions de licenciement et d'affectation des perturbateurs, elles-mêmes, ont été prises par nous et non par une autre personne. Ensuite, nous avons réuni les mêmes travailleurs pour leur dire : « vous voulez amener les partenaires à mal juger la Guinée... et voilà pourquoi nous avons pris telle et telle décision... et si vous voulez, nous pouvons nous transporter devant le Peuple en meeting, nous répéterons nos arguments devant le Peuple et sommes certains que vous serez condamnés... » On payait une simple secrétaire à FRIGUIA plus qu'un ministre. Nous avons modifié tous les salaires, et les avons ramenés au niveau de ceux du statut général de la Fonction Publique. C'est ainsi que les mesures d'assainissement et de redressement ont été appliquées à FRIGUIA.

➤ Nous vous donnons tous ces détails pour vous dire qu'en ce qui concerne nos engagements, nous les tenons. On sait que pour une grande entreprise de l'envergure de la CBG, il y a plusieurs phases que l'on traverse, avant l'exploitation. La première phase, c'est d'abord la conception des conditions et des moyens d'exploitation d'une matière première dont l'existence est connue. **Ici, le facteur politique et moral joue, en tout cas pour les partenaires étrangers** qui doivent se poser la question : « faut-il faire confiance à ce pays, à ce gouvernement ? » Voilà une première difficulté à franchir. Si elle est franchie, la Société est constituée et les négociations sont menées pour en définir tout le contour. Ensuite, on passe à l'étude de rentabilité économique comportant l'établissement d'un avant-projet technique avec devis estimatif correspondant au volume de l'investissement que l'on s'est défini. Ces premières estimations qui peuvent être en deçà ou au-delà de ce qui sera connu plus tard avec exactitude, sont celles néanmoins qui donnent une idée de la rentabilité, avant

même de s'engager. **Le souci de rentabilité domine cette deuxième phase.**

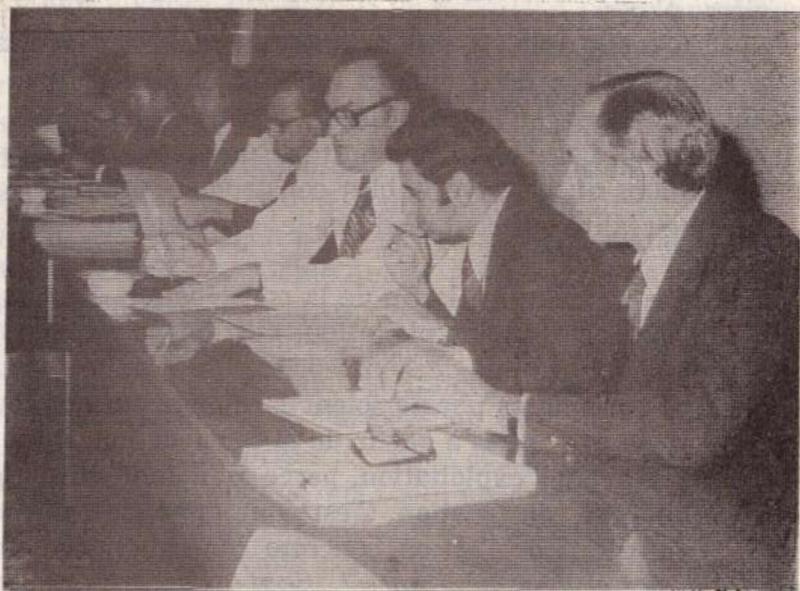
C'est quand les études aboutissent à la garantie de la rémunération des capitaux investis, et que le financement est dégagé, qu'alors on passe à la troisième phase : la construction. Cette phase comporte de nombreux marchés et conventions avec les véritables constructeurs. On entre là dans une réalité qui peut modifier les résultats des études théoriques.

Ensuite on aboutit à la fin de la construction. La quatrième phase porte sur l'exploitation, autrement dit, elle a trait au fonctionnement de l'entreprise. La logique veut que les trois premières phases soient en ligne continue, on ne les dissocie pas ; **mais à partir de la construction, il faut une rupture avant l'exploitation, parce qu'il faut faire le point, le bilan de construction.** C'est pour apprécier. En un mot, les résultats de l'action concrète confirment-ils les résultats des études théoriques ? Sont-ils supérieurs ou inférieurs aux résultats des études théoriques ?

Il y a là une pause pour connaître réellement le coût de revient de l'Entreprise. Surtout en ce qui nous concerne plus directement, l'on sait qu'en dehors de sa participation au financement des équipements industriels et des autres installations de la CBG, la Guinée, étant propriétaire de l'infrastructure, en a assumé seule la totalité du financement grâce à un prêt qui lui a été accordé par la Banque Internationale de l'US AID ; de ce fait, **l'examen d'un bilan consolidé de sa participation pourra permettre au gouvernement d'apprécier les conditions de mise à sa disposition de l'infrastructure dont il est propriétaire, dans l'esprit bien compris de la notion de rentabilité et la réciprocité des intérêts qui constituent la base de notre association.**

Malgré la confiance totale faite à ses partenaires privés qui ont toute la technique et la technologie à leur portée, qui peuvent, mieux que l'Etat guinéen, réaliser l'œuvre, il y a lieu, après la construction, de faire ensemble le point de la situation.

— Combien a coûté cette partie ? Combien a coûté cette autre partie ? Ces questions visent à avoir une idée exacte de la réalité découlant de l'action engagée. Cela veut dire que des capitaux, au départ, ont été estimés et réunis grâce à votre apport, grâce à l'apport de la Guinée, et que ces apports initiaux doivent maintenant être confrontés avec le coût réel du projet **afin de savoir si tous les capitaux réunis ont été totalement dépensés ou partiellement dépensés, ou si le coût même est**



Les partenaires au moment du Conseil d'Administration

supérieur aux estimations. On doit connaître cette réalité. Ensuite puisque nous passons à une phase nouvelle, celle de l'exploitation, il y a des matières premières et des pièces de rechange qu'il faut nécessairement, dès maintenant, acheter ; il y a des dispositions à prendre, certaines charges à couvrir pour permettre un fonctionnement correct de l'Entreprise. Voilà une nouvelle somme de capitaux venant s'ajouter au capital initial de l'Entreprise. **Maintenant, on peut convenir ; selon les moyens de base, de l'amortissement au sein de la Société ; qu'il s'agisse de l'infrastructure, port, chemin de fer, cités ou des équipements industriels, un calcul de rentabilité peut être fait à partir d'un taux d'amortissement convenu pour avoir une idée globale des nécessités de couverture des capitaux investis.** Car si la convention de base indique bien que l'infrastructure est la propriété de la Guinée, et si l'OFAB qui la gère se mettait à fixer arbitrairement un taux de location à la CBG, ce serait à la fois bon et mauvais. En effet, si un gouvernement guinéen qui veut rompre avec les engagements de conduire cette opération à sa juste rémunération, à sa juste rentabilité, veut vous créer des difficultés, il vous fixera un taux de location tel que la CBG sera finalement non rentable.

C'est pourquoi entre nous, il ne s'agit pas qu'un groupe dise : « voilà les miens » ; il s'agit pour nous, chaque fois d'étudier l'ensemble de nos droits et de rendre rentable

notre commune Entreprise. C'est seule la compréhension entre les hommes, l'intelligence commune des hommes, leur bonne volonté de demeurer ensemble qui pourraient résoudre les problèmes au-delà même des dispositions d'un statut ou d'une convention.

C'est pourquoi, si au départ il faut la confiance pour que l'on s'associe, dans la marche, il faut également la confiance pour que la marche soit harmonieusement menée. Et ici même au Comité Central et au gouvernement, nous avons fait à l'époque un exposé à nos collaborateurs pour dire qu'il faut faire totalement confiance aux partenaires pour garantir plus d'efficacité et pour permettre une réalisation accélérée du projet ; qu'ensuite nous procéderont à l'analyse du bilan de construction qui nous permettra d'établir un bilan d'ouverture en tenant compte des besoins de toutes sortes : matières premières, pièces de rechange, etc... C'est à partir de cet instant que nous saurons réellement les formes d'amortissement des différentes parts ayant constitué la Société.

Et puis, au delà de la CBG, nous avons des devoirs vis-à-vis de vous ; vous avez aussi des devoirs vis-à-vis de nous. Dans la mesure où nous sommes associés réellement. Quels sont nos devoirs ? **Il faut que ceux qui vous ont déconseillés de vous associer à la Guinée aient honte et que vous vous soyez fiers d'avoir pris la décision de vous associer à la Guinée.**

Quels sont vos devoirs ? C'est d'aider la Guinée, puisque nous sommes associés ; **il faut que vous nous appreniez la technologie, les méthodes de gestion, il faut que vos cadres acceptent sans réserve aucune de former, de surformer nos cadres, jusqu'au moment où ceux-ci seraient à même de faire fonctionner la petite industrie.** Votre apport se situera à ce niveau. Nous continuerons à faire référence à l'expérience de FRIGUIA. Là-bas, quand nous avons demandé l'africanisation des cadres, beaucoup de partenaires avaient quelques craintes légitimes, puisque c'était, selon eux, un saut dans l'inconnu ; aucun guinéen ne pouvant alors présenter une expérience déjà accumulée pour faire valoir sa capacité de diriger tel ou tel poste, dans une grande compagnie telle que FRIGUIA. Mais heureusement, nos partenaires ont fini par faire confiance au gouvernement et nous nous sommes rendu dans la ville de Fria pour dire à la population : « ce ne sont pas les travailleurs ou techniciens qui sont responsables, c'est tout le

Peuple guinéen qui est responsable et particulièrement toute la population de Fria. Car, pour une raison ou pour une autre, si nos cadres échouent, c'est Fria qui aura échoué, c'est la Guinée qui aura échoué ». Alors, les conditions morales ont été créées pour entourer l'usine de beaucoup de sollicitude de la part de la population et pour le respect des principes de fonctionnement de l'usine pour que jamais, elle n'enregistre une perturbation. Et chaque mois, l'équipe des travailleurs était heureuse de nous télégraphier pour informer du niveau de la production et même au congrès de la Fédération, les cadres de Fria font état de l'augmentation de la production de l'usine et tout notre Peuple a applaudi, se sentant responsable de ce progrès.

Or l'on sait que les capitaux réunis dans la CBG sont encore plus importants que ceux qui ont servi à construire Friguia. Et puis nous avons beaucoup d'autres projets, des projets grandioses. Si ces nouveaux projets ont été possibles, même dans l'idée de nos futures partenaires, c'est grâce à votre attitude. Même si vous vous ne le dites pas, nous, nous le savons. Aucun homme sensé ne peut engager sa fortune dans une Entreprise avec la conviction qu'il va la perdre.

Et dès qu'il y a la moindre perturbation à la CBG aujourd'hui ou à Friguia, ces amis arabes, eux, nous diraient : « ah ! on ne sait pas quel serait l'avenir de nos investissements en Guinée ». C'est-à-dire que tous les problèmes se lient, on ne peut rien sous-estimer.

Nous avons, au cours de la décennie écoulée, élaboré de nombreux et très importants projets en dehors de la CBG. Il s'agit notamment du projet d'exploitation des bauxites de Tougué (SOMIGA) avec ALUSUISSE ; du projet d'exploitation des bauxites de Dabola (SBD) avec la Yougoslavie ; du projet de bauxites de Kindia (OBK) déjà réalisé avec le concours de l'URSS ; puis un projet gigantesque d'exploitation du minerai de fer de NIMBA-SIMAN-DOU avec la participation du Japon et de pays africains dont le Nigéria. Nous avons de nombreux autres projets devant faire l'objet de constitution de Sociétés mixtes. Eh bien ! le sort de tous ces projets dépend directement des conditions de fonctionnement de Friguia et de la CBG. Cela veut dire que nous avons trois intérêts dans la CBG :

— un intérêt moral : ce sont les conditions de la constitution de la CBG que la Guinée ne doit pas oublier. Partout, on vous disait de ne pas vous associer à la Guinée,

mais vous avez quand même décidé de lui faire confiance ;

— un intérêt politique, économique dans le présent. Il est incontestable que Friguia et la CBG font un apport en devises à la Guinée et que si la Guinée, aujourd'hui, était brusquement privée de cet apport, son développement serait pénalisé. Le gouvernement guinéen en est conscient ;

— un intérêt d'avenir ; en effet, tous ces projets ne peuvent que se mirer dans Friguia et dans la CBG pour avoir une certaine confiance dans l'avenir.

Quand nous vous disons que nous sommes décidés à créer les meilleures conditions politiques, économiques sociales et morales pour la rentabilité de la CBG, cela découle d'une analyse juste et du passé, et du présent, et de l'avenir.

C'est pourquoi l'inscription à l'ordre du jour, du point relatif à l'établissement du bilan de la construction nous paraît très juste ainsi que le bilan des premières années d'exploitation, cela nous permet d'avoir un bilan d'ouverture pour consolider les bases fonctionnelles de la Société.

De même, quand il est prévu à l'ordre du jour le transfert de la comptabilité centrale de Pittsburgh à Conakry, c'est pour l'efficacité et le renforcement de la confiance entre les cadres dirigeants. Ce faisant, nous savons que l'on ne dirige pas une aussi grande Entreprise comme on dirigerait une petite boutique. Il ya des exigences de représentation à l'extérieur ; il y a des commandes qui ne doivent souffrir d'aucun retard ; mais nous pouvons étudier tous ces problèmes et leur donner une solution juste.

Nous vous demandons d'avoir totale confiance en vos partenaires guinéens qui discuteront avec vous. Nous ne leur avons pas donné d'autre mandat que celui de chercher à créer les meilleures conditions de totale rentabilité de CBG

En conclusion, nous dirons pour terminer que l'attitude du gouvernement guinéen vous engage. Cette attitude doit vous servir et non vous desservir ; et votre propre attitude engage aussi la Guinée. Nous souhaitons qu'elle serve la Guinée et non qu'elle la desserve.

Si la troisième condition du succès d'une entreprise est bien la fidélité des hommes à la logique acceptée, aux objectifs acceptés, nous confirmons une fois de plus que la Guinée restera fidèle à ses engagements et elle les remplira honorablement ; et nous souhaitons que les travaux qui vont commencer servent efficacement la cause commune de la CBG.

Communiqué du Comité Central

Le Comité Central et le Gouvernement se sont réunis en session commune le vendredi 17 décembre 1976 à partir de 11 heures, sous la haute présidence du Secrétaire Général du Parti Etat, Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Président Ahmed Sékou Touré.

L'ordre du jour comportait les points suivants :

1^o) — Préparation de la prochaine session du Conseil Régional de la Révolution (suite) ;

2^o) — Rapport du ministre des Finances sur l'exécution des tâches confiées à son Département par les 36^e et 37^e Sessions du Conseil National de la Révolution ;

3^o) — Rapport du Secrétaire général du Conseil islamique sur les travaux de construction de la Grande Mosquée de Conakry ;

4^o) — Divers.

La Session a longuement étudié dans les moindres détails l'organisation et le déroulement de la prochaine Session du Conseil régional de la Révolution. En raison de la poursuite active en ce moment des travaux de récolte dans certaines Régions, elle a modifié le calendrier du Conseil régional de la Révolution comme suit :

22, 23 décembre 1976 pour les Régions Administratives suivantes :

Gueckédou, Macenta, Yomou, Lola, Kissidougou, N'Zérékoré, Beyla, Mamou, Forécariah, Boffa et Dubréka.

5 et 6 Janvier 1977 pour les Régions Administratives de :

Siguiri, Koundara, Mali, Lélouma, Gaoual, Tougué Koubia, Mandiana, Kankan, Boké et Fria.

12 et 13 Janvier 1977, pour les Régions Administratives de :

Faranah, Dabola, Dinguiraye, Conakry, Labé, Kérouané, Pita, Kindia, Téliélé, Dalaba.

La participation au Conseil régional de la Révolution dans chaque Région administrative a été fixée comme suit :

Le Bureau fédéral, les Organismes régionaux dirigeants les chefs de service, les Secrétaire généraux de Section, les commandants d'Arrondissement, les Secrétaire chargés de l'économie au niveau de la Section, le Maire et le chef du Service local économique de chaque PRL.

La Session a ensuite examiné, discuté et adopté :

1^o) — le rapport de compte rendu du ministre des Finances sur l'exécution des tâches confiées à son Département par les 36^e et 37^e Sessions du Conseil National de la Révolution.

2^o) — le rapport du Secrétaire général du Conseil Islamique relatif :

— d'une part, à l'adjudication de la Société Nationale d'Etudes et d'Entreprises du Maroc (SNEE) pour la construction de la grande Mosquée de Conakry ;

— et d'autre part, à l'octroi du contrat de surveillance au bureau des Architectes Egyptiens Darwich et Kamal SAAD.

Au cours de l'examen des questions diverses, la session a arrêté les mesures concrètes qui permettront le démarrage effectif à Conakry, dans un délai d'un mois de 280 brigades de pêche ; elle a fixé la prochaine Session de la Conférence économique nationale au 27 janvier 1977, et a approuvé le résultat du concours de sortie de l'Ecole nationale pratique de commerce.

Après discussion et adoption des projets de décrets soumis par les différents Départements ministériels, la séance a été levée à 15 h. 30.

Prêt pour la Révolution !

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Par décret du Président de la République en date du 17 décembre 1976,

sont nommés dans les fonctions ci-après, les camarades dont les noms suivent :

1^o — Ministre chargé du Plan et de la Coopération économique : le camarade **N'Faly Sangaré**

2^o — Ministre du Commerce extérieur : le camarade Soriba Touré, précédemment Directeur général de la Division des Affaires économiques et financières à la Présidence

3^o — Gouverneur de la B.C.R.G. : le camarade Momory Camara, précédemment Vice-Gouverneur de la B.C.R.G.

4^o — Vice-Gouverneur de la B.C.R.G. le camarade Saïkou Barry précédemment Directeur du Bureau d'Etudes de la B.C.R.G.

5^o — Ambassadeur - Représentant de la République de Guinée, auprès de l'ONU à New York : le camarade Moussa Sanguiana Camara

6^o — Ambassadeur à Alger : le camarade Lanciné Sylla précédemment Gouverneur de la Région Administrative de Mamou

7^o — Gouverneur de la Région Admi-

nistrative de Fria : le camarade Dr. Alécaut Bangoura membre du Bureau fédéral de Conakry I.

8^o — Gouverneur de la Région Administrative de Mamou : le camarade El Hadj Ousmane Souaré, précédemment Gouverneur de Dabola

9^o — Gouverneur de la Région Administrative de Dabola : le camarade Agui-bou Sow

10^o — Directeur de Cabinet au Ministère du Domaine Social : le camarade Mamady Diakité précédemment Inspecteur politique à la Permanence nationale.

11^o — Inspecteur Général de l'Éducation : le camarade Madigbè Kourouma, Professeur

12^o — Directeur Général de l'Information : le camarade Abou Somparé, précédemment Directeur des 2^e et 3^e Cycles du MEPUA

13^o — Directeur de Cabinet du Ministère de la Promotion rurale : le camarade Ibrahima Caba, Ingénieur agronome

14^o — Chef de Cabinet au Conseil Islamique National le camarade El Hadj Ibrahima Bayo, Instituteur

37^e SESSION DU CNR

TACHES A REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 1976

Chaque PRL, chaque Section, chaque Fédération doit intensifier la production agricole pour le rendez-vous des bilans du 14 mai 1977.

Avant le 1^{er} janvier 1977, tous les magasins de stockage des ERC doivent être entièrement achevés.

EDITORIAL:

«LE LIBERIAN INAUGURAL»

Un mercenaire de la plume tout près de nous

Dans le bulletin d'information de ce mois de décembre, de l'Ambassade de Guinée à Monrovia, (Libéria) nous apprenons, avec pitié et ironie à la fois, les divagations d'un journal incongru qui fait ses premières armes dans le mercenariat de la plume contre la Révolution guinéenne.

Le «Liberian Inaugural» en effet, puisqu'il s'agit de ce journal, se targue dans son-vol 1 — n° 10 du vendredi 26 novembre 1976 — d'être bien informé de ce qui se passe en Guinée. Et pour certificat de bonne foi, il livre à ses lecteurs sans sourciller puisque c'est «à la Une», une dose violente d'intoxication sur l'existence en Guinée d'un «camp de concentration» pour prisonniers politiques.

Erreur de terminologie ou calomnie ?

Nous pensons que la mise au point faite à ce propos, tout comme les documents authentiques qui lui ont été fournis par l'Ambassade de la République de Guinée au Libéria, auront suffi pour faire rendre par le «Liberian Inaugural» la pillule anti-guinéenne que la contre-révolution africaine lui avait faite avaler. Ce après quoi, il doit se défaire de l'étiquette de mercenaire qui lui sied si mal, en bon journal libérien.

Sinon, il ne lui restera plus, comme il le demande dans le même article ordurier, qu'à se rendre en Guinée afin de décrire, photos à l'appui, le fameux camp de concentration pour mériter son appointement de journal galeux, apatride et de chien couchant de l'impérialisme.

Mais peut-être bien que nous prenons

trop au sérieux ce feuilleton de la racaille politique africaine et de l'ignorance ! Son inculture politique peut bien être doublée d'une épilepsie intellectuelle dont les crises, apparaissant maintenant, le font dégueuler !

De toutes les manières, nous sommes heureux de connaître le «Liberian Inaugural» son visage de mercenaire et de journal «pas du tout sérieux», en mal de prestige, puisqu'il a mis l'arme du mauvais côté «le mensonge» et visé un objectif trop au-dessus de lui «La Guinée de Septembre 1958 et de Novembre 1970»

La vérité historique est immaculée tout comme la justice d'un Peuple ; surtout d'un Peuple qui, voici 18 ans, lutte les armes à la main, de toutes ses forces soutenues par les Peuples africains et les forces progressistes du monde, contre les ennemis de tous bords.

Le «Liberian Inaugural» le sait-il ? Certainement, oui, mais en tant qu'élément contraire, partie de ceux justement qui veulent enterrer la Révolution guinéenne.

Mais, tard venu ses armes, le «Liberian Inaugural» est aussi, à cause de sa cécité culturelle non instruit de la déconfiture de ses confrères qui, comme «Jeune Afrique», l'ont précédé dans le mercenariat contre la Guinée avant et après l'agression du 22 novembre 1970.

Nous disons au «Liberian Inaugural», simplement, qu'il tisse du mauvais fil et s'est mis de la poudre aux yeux.

- A suivre -

Moussa DOUMBOUYA

Message du Président Ahmed Sékou Touré au Président H. Boumediène

C'est avec un grand plaisir qu'au nom du Peuple de Guinée, son Parti-Etat et en notre nom propre que nous vous adressons nos très vives et chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection à la magistrature suprême de votre pays. Nous considérons cette confiance renouvelée du Peuple algérien à l'endroit de votre personne comme un hommage rendu à votre action inlassable pour les transformations radicales survenues dans toutes les structures de la société algérienne, mutations qui ont permis à la Révolution algérienne d'inscrire à son actif tant à l'échelle nationale qu'internationale de très nombreuses et brillantes victoires. Nous apprécions hautement l'étape décisive que vient de franchir le Peuple algérien dans l'élargissement et la démocratisation des bases de son pouvoir politique, économique et culturel pour édifier une société conforme à ses aspirations et à la dimension des sacrifices qu'il a courageusement consentis dans la conquête de son indépendance nationale. Nous vous réaffirmons notre détermination à renforcer et à développer les liens traditionnels d'amitié de coopération et de solidarité active qui ont toujours existé entre nos deux Peuples irrémédiablement engagés dans la lutte contre « l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le sionisme ».

Nous saisissons cette heureuse opportunité pour vous adresser nos meilleurs vœux de santé, longévité et bonheur personnel ainsi que de progrès et prospérité pour le Peuple frère Algérien.

Très haute et fraternelle considération

Signé : Ahmed Sékou Touré

Président de la République de Guinée

Déclarations des cadres Peulhs

Lutter sans merci contre les racistes

Dans cette édition, nous continuons la publication des déclarations des cadres peulhs, à la suite de l'appel du Parti pour aider à lutter contre le racisme.

D'une actualité toujours présente, les déclarations prennent une valeur historique surtout quand on sait que le Fouta a

été la Région guinéenne la plus traumatisée par la Colonisation et son alliée naturelle, la chefferie. C'est le PDG seul qui a pu mettre fin à cet état de chose en donnant liberté et dignité aux populations guinéennes en général et celles du Fouta en particulier.

MADANI BAH
Commandant d'Arrondissement de Bouliwel
(MAMOU)

Camarade Secrétaire Général,

J'ai suivi la déposition des éléments tarés, corrompus et verveux les Tély Diallo et consort. Ils se sont lourdement trompés en se servant comme arme, le racisme et le régionalisme.

Camarade Secrétaire général du Parti-Etat, je demande à ce que la commission d'enquête approfondisse ses investigations pour extirper de nos rangs de près ou de loin tout renégat qui serait impliqué dans ce complot. Quand Tély parle du cas spécifique du Fouta, c'est quelque chose d'absurde et ridicule. Car ce Fouta dont il parle sait qu'au temps jadis il était quadruplement colonisé par le colon blanc, le chef de canton, le garde et le batoula pour ne citer que ceux-ci :

Le paysan peulh disons-nous, sait que tous ses biens étaient destinés au ventre ingrat du colon. Ce même paysan était, plus que quiconque bafoué, humilié, dépersonnalisé et dépossédé.

Je disais aussi que ces peulhs n'étaient point maîtres de leurs biens au Fouta. Quand un chef de famille mourrait tous ses bœufs, argent, or, etc... etc.. le tout était pris par le chef de canton et aucun enfant héritier n'osait se manifester sous peine d'être chassé de son village natal. Les faits sont nombreux et moi, je suis bien placé pour le dire.

En effet, issu d'une famille féodale du temps colonial et ex-chef de canton de 1954-1957, je n'ai pas été victime de la chefferie mais j'ai fait des victimes, n'est-ce pas que cette tragédie s'est passée à Bouliwel, à Porédaka, à Kolen, à Dalaba (Tinka) ou Tangama, à Guildjè, actuellement arrondissement de Koumbiya, à Tondon, à Gadhawoundou etc... etc... Si tous ces faits sont devenus aujourd'hui des rêves ou cauchemars, c'est grâce à Dieu et à toi, grand libérateur du Foutah en particulier et de la Guinée en général, toi le digne fils de l'Afrique, le stratège Ahmed Sékou Touré, Secrétaire général, de notre Parti-Etat, toi qui osa dire devant De Gaulle le 25 août 1958 « nous préférons la liberté dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage ».

En effet, cela s'est concrétisé le 28 septembre quand le Peuple de Guinée a voté Non à l'esclavage, à la féodalité, à la soumission, mais Oui à l'indépendance politique, économique, sociale et culturelle. Ce même Peuple te reste et te restera reconnaissant.

Si ce n'est toi, ton humanisme, ta générosité, ton sens de bonne foi, pourquoi nommer des ex-chefs de canton comme commandants, généraux, gouverneurs, ministres, directeurs de Cabinet, à tous les postes de responsabilité.

Quand on sait que ces derniers, grands propagandistes du B.A.G. ont fait des sacrifices pour lutter contre le R.D.A invincible. Mais Dieu est là, il voit tout et entend tout, il punira tous ceux qui sont ingrats, tous ceux qui ont trahi et pensent à trahir; leurs rêves ne se réaliseront jamais. Tu es avec Dieu et les pauvres paysans. Des profondes transformations heureuses ont eu lieu et pour s'en convaincre, il n'y a qu'à comparer Bouliwel d'hier et celui d'aujourd'hui.

Pauvre village aux chemins tortueux, aux huttes insalubres d'hier il est devenu grâce à l'action du PDG généreux et sauveur une cité aux larges rues bitumées, aux maisons en dur électrifiées et tant d'autres réalisations depuis que notre pays a accédé à l'indépendance que tu as défendu et que tu continues à défendre avec abnégation.

Telly et ses acolytes ont perdu et perdront toujours.

En terminant, je vous réaffirme mon attachement indéfectible aux principes sacrés de notre Révolution et à la lutte sans merci contre les racistes. Je vous souhaite chance, longévité, santé de fer et toujours succès sur les ennemis racistes et sur l'impérialisme international.

Prêt pour la Révolution !

L'Adani. S.

Confiance totale au Parti - Etat et à son guide

Déclaration des cadres Peulhs en service à la Primature

Après les meetings d'information tenus au Palais du Peuple sous votre haute Présidence, meetings, au cours desquels nous avons écouté les agents patentés de la 5ème colonne impérialiste, tous les Peuples progressistes du monde ont été édifiés sur les objectifs et les méthodes criminelles et racistes caractérisant la séquence actuelle du complot permanent contre notre régime politique et démocratique; régime pour la consolidation duquel le Peuple de Guinée, sous votre haute clairvoyance, lutte il y a 30 ans.

Au cours de ces meetings, vous avez avec votre polyaptitude-sociologue et historien entre autres — traité du racisme en stigmatisant les méfaits de ce fléau dont sont encore porteurs certains éléments de notre société.

En bon et réel père de famille, soucieux de l'avenir de la Nation guinéenne, vous avez lancé un appel, un appel plein d'amertume, mais encore un appel plein d'espoir, aux cadres peulhs, car en fait, en bons révolutionnaires, on doit reconnaître que ce sont des peulhs qui ont pratiqué ce triste fléau qu'est le racisme.

Camarade Président, vous nous permettez; nous cadres peulhs militants de la Révolution Démocratique Africaine du cabinet du Premier ministre; de répondre à cet appel pressant. Vous nous permettez aussi d'obéir à la logique qui veut, comme vous nous l'enseignez, que le premier acte militant du révolutionnaire soit en toute circonstance de reconnaître et de dire la vérité.

La vérité est que; nous cadres peulhs du cabinet du Premier ministre, avons eu le privilège d'être choisis pour servir auprès du camarade Premier ministre; à ce poste très avancé dans la structure du Parti-Etat, à ce poste de confiance dans la conduite des affaires de la nation, nous nous engageons de ne jamais démentir.

Nous sommes et resterons prêts à servir, de façon efficace, la cause de la Révolution, Révolution qui se veut mouvement vaste, profond, radical, conscient, visant à créer une société de type nouveau, un homme de type nouveau, une civilisation de type nouveau. Notre réelle ambition est être de ceux-là, ces hommes de type nouveau.

La vérité est que, des priorités par rapport au reste de

la Guinée ont été accordées de façon discriminatoire au Foutah par le Responsable Suprême de la Révolution. A ce point de vue là, en particulier, on pourrait parler d'une situation particulière du Foutah. C'est le lieu donc de citer entre autres :

1. — La route Kindia-Labé en passant par Mamou, Dalaba et Pita entièrement bitumée.
2. — Le barrage hydroélectrique de Kinkon alimentant les quatre Régions du Foutah en énergie électrique
3. — L'Aéroport de Labé incomparable à ceux de Boké, Siguiri, Macenta, Kissidougou, pour ne citer que ceux-là.
4. — Le projet de Koukoutamba
5. — Le projet du Complexe Aluminié de Tougué
6. — La cimenterie de Mali
7. — La Conserverie de Mamou
8. — Le Complexe Agro-Industrial (SIPAR) de Labé
9. — La formation massive de cadres peulhs dans les Universités guinéennes et étrangères.
10. — Vos visites continues au Foutah.

La vérité, aussi, il faut le dire, est que des cadres Peulhs portés aux plus hautes charges du Parti et de l'Etat et jouissant de la plus haute sollicitude et de l'estime du Responsable Suprême de la Révolution, ont librement et consciemment trahi le Peuple de Guinée en tentant de remettre en cause les acquis combien inestimables de la Révolution tout en utilisant comme arme le **RACISME**, ce fléau banni par l'humanité entière.

La vérité aussi est que, nous en avons la ferme conviction, le Fouta compte beaucoup de militants sincères qui, grâce à vos enseignements, ont compris le rôle historique qui leur est dévolu dans le cadre de la bataille engagée par le Parti pour la reconquête de la liberté et de la dignité de l'homme africain.

Camarade Responsable Suprême de la Révolution, nous vous demandons, comme vous l'avez toujours fait, de continuer à nous aider à redresser les erreurs commises, car la Guinée et le Fouta, c'est comme l'histoire émouvante de la mère et de l'enfant dont le cordon ombilical n'a jamais été coupé et ne le sera jamais.

Ceci étant, nous cadres peulhs du Cabinet du Premier ministre, nous vous faisons le serment, bien que beaucoup d'actes n'ont pas reflété les serments faits, nous faisons le

serment d'être toujours du côté de la Révolution dans le cadre de la construction d'une Guinée libre et prospère, loin de tout joug impérialiste. Sous aucun prétexte, en aucune manière, ni le racisme, ni le régionalisme, ni d'autres tares ne pourront avoir prise sur notre conscience de révolutionnaire engagé.

Nous cadres peulhs du Cabinet du Premier ministre profitons de l'occasion qui nous est offerte pour réaffirmer notre confiance et notre indéfectible attachement aux principes sacrés de notre Parti-Etat, à sa Direction nationale et singulièrement au timonier de l'Afrique révolutionnaire, l'homme du 28 Septembre et du 22 Novembre, le stratège Ahmed Sékou Touré.

Prêts pour la Révolution !

1. — Boubacar BARRY
2. — Thierno Hassane SOW
3. — Oumar Tanou SOW
4. — El Hadj Bassirou BARRY
5. — Mohamed Benny BAH
6. — Mamadou Chérif DIALLO
7. — Mamadou BARRY
8. — Alpha DIALLO
9. — Ousmane Bolé BALDET.

Tous unis autour des principes sacrés du Parti - Etat

Déclaration des cadres originaires du Fouta en service au Ministère des Affaires Extérieures

Au camarade Responsable Suprême de la Révolution !
Considérant les magistrales interventions du Camarade Responsable Suprême de la Révolution, lors des différents meetings d'information tenus au Palais du Peuple, à Conakry, les 9 et 22 août 1976 ;

Considérant qu'en cette phase exaltante de la Révolution Verte où tout le Peuple guinéen mobilisé pour la grande bataille économique, des éléments corrompus, à la solde de l'impérialisme international, se livrent encore à des activités subversives tendant au renversement du régime démocratique et populaire instauré par notre vaillant Parti-Etat ;

Considérant que ces éléments ont utilisé l'arme du racisme pour tenter de parvenir à leur dessein crapuleux en se-

2100-
mant la confusion au niveau des masses populaires, au détriment de l'unité nationale si chèrement acquise grâce à l'opiniâtreté du Parti Démocratique de Guinée.

Considérant que l'un des objectifs fondamentaux du Parti Démocratique de Guinée, depuis sa création le 14 mai 1974, a toujours été l'édification systématique du racisme sous toutes ses formes ;

Considérant l'immense rôle que la République de Guinée a joué et continue à jouer dans la libération de l'Afrique et de tous les Peuples opprimés du monde ;

Après avoir écouté, avec une attention soutenue, les dépositions des agents de la 5^e colonne nostalgiques d'un passé à jamais révolu ;

Nous, cadres originaires du Fouta Djallon, en service au Ministère des Affaires extérieures ;

— Dénonçons avec vigueur, l'attitude raciste des cadres réactionnaires peulhs camouflés dans les rangs du Parti-Etat ;

— Flétrissons les comportements de ces traîtres qui n'ont pas su mériter la confiance placée en eux par le Peuple de Guinée ;

— Condamnons toutes les puissances impérialistes qui soutiennent, de près ou de loin, ces apatrides guinéens installés à l'extérieur, en leur accordant le droit d'asile et les moyens de dénigrer et de saper les fondements du régime populaire et révolutionnaire de Guinée ;

— Demandons l'expulsion des rangs de notre Parti-Etat, de tous les éléments racistes ;

— Renouvelons notre indéfectible attachement aux principes sacrés du Parti Démocratique de Guinée ;

— Approuvons toutes les décisions issues des différents meetings d'information tenus par le Comité Central de notre Parti-Etat ;

— Réaffirmons notre soutien sans réserve au Parti Démocratique de Guinée, ayant à sa tête la figure de proue de l'histoire africaine et internationale, le Camarade Président Ahmed Sékou Touré qui a fait de chaque guinéen un Africain conscient de ses responsabilités et de son devenir historique, lesquels sont intimement liés à la libération de notre Mère Patrie, l'Afrique et de tous les Peuples qui gémissent encore sous le fardeau de la domination et de l'exploitation.

Prêts pour la Révolution

Honte à ceux qui trahissent leur Peuple

AMADOU DRAME
Administrateur civil,
Inspecteur des A. A. F -
M.D.R. Kankan

Camarade Responsable Suprême de la Révolution,

Le Président Ahmed Sékou Touré, Secrétaire Général du Parti-Etat de Guinée Conakry.

Nous avons suivi avec une profonde indignation les dépositions combien de fois horribles de Alioune Dramé et consort.

Cet état d'indignation se justifie objectivement en égard aux nobles ambitions de liberté, de dignité et de responsabilité que notre grand Parti, depuis sa création en 1947 et tout au long de sa lutte révolutionnaire et victorieuse, a bien voulu conférer à chaque guinéen sans distinction de race, d'ethnie de religion ou de sexe.

Pour encore justifier notre indignation, nous n'aurons nullement la prétention de citer les grandes réalisations sur les plans : politique, social, culturel, économique du Parti Démocratique de Guinée ; mais permettez-nous tout simplement de rappeler la réhabilitation de celui-là même qui était victime du racisme et du tribalisme car à ses premières nominations au sein du premier gouvernement, la réaction de certains en défaveur de Alioune Dramé traité en la circonstance d'« allogène », d'« étranger du Fouta » se traduit par la question suivante : « Depuis quand un Dramé peut-il représenter le Fouta ? » Pour réponse, le Parti Démocratique de Guinée justifia : « le nom ne fait pas l'homme. C'est le caractère qui fait l'homme ».

Par ailleurs, nous savons que dès les premières heures de la lutte historique du Parti Démocratique de Guinée, vous avez eu à vos côtés, notre frère et ami d'hier d'aujourd'hui et de demain, le regretté Omar Dramé, ce grand combattant de la liberté mort sur le chemin de l'honneur. Au moment où chacun de nous retrouve le reconfort moral pour avoir découvert en Alioune Dramé le continuateur chevronné de l'œuvre entreprise par Omar Dramé, c'est au même moment que ce rénégat à la solde de l'impérialisme moribond, malgré la grande confiance et l'estime toute particulière dont il a toujours joui auprès de votre auguste personne, nous disons bien que c'est au même moment que ce rénégat agent tourne le dos à Omar Dramé, à sa famille et enfin à son Peuple. Ainsi, il s'est choisi pour avoir choisi le chemin de l'impé-

ralisme alors que nous, nous avons choisi notre Peuple. De ce divorce, il résulte que le traître à l'image de Alioune Dramé n'a ni père et oncles, ni frères et sœurs, ni fils etc...

Parent biologique et idéologique d'hier mais ennemi d'aujourd'hui et de demain par la révélation des faits odieux, Alioune Dramé constitue un élément déshonorant et d'humiliation de toute la famille. De ce fait, nous condamnons avec la dernière énergie cet acte ignominieux qui n'a d'égal dans aucun fait humain.

Aussi, profitons-nous de l'occasion pour renouveler notre attachement inconditionnel aux principes sacrés de notre Parti-Etat et vous réaffirmons, camarade Responsable Suprême de la Révolution, notre fidélité totale tout en vous souhaitant longue vie et santé de fer.

Honte et peine capitale à ceux qui trahissent leur Peuple.

Prêt pour la Révolution

Amadou DRAME

Disponibilité totale dans la lutte contre le racisme

MAMADOU LAMINE

Inspecteur
des T.P. MDR
de Conakry

J'ai écouté avec une attention soutenue vos conférences magistrales d'information tenues les 9 et 22 août 1976 et relatives aux menées subversives de l'impérialisme et de sa 5^e colonne en Guinée.

Les ennemis de notre pays ont choisi l'arme du racisme et du régionalisme comme cheval de bataille pour saper les acquis de la glorieuse Révolution Démocratique Africaine de Guinée.

La trahison de certains cadres peulhs qui se servent du racisme pour saper l'unité nationale en évoquant une soit-disante « situation particulière du Fouta Djallon » fait honte à tous les cadres peulhs honnêtes et sincères avec la Révolution guinéenne.

Quant aux avantages dont le Fouta Djallon a été bénéficiaire depuis l'accession de la Guinée à l'indépendance, point n'est besoin de faire ici l'énumération, car des voix plus autorisées en ont fait état.

Je partage et souscris entièrement à votre attitude courageuse, lucide, révolutionnaire pour solutionner les problèmes nationaux, africains et internationaux.

Comme vous nous enseignez « N'ayons pas peur de dire

la vérité et seule la vérité est révolutionnaire ».

C'est pourquoi, en stigmatisant les tares sociales de l'ethnie peulhe, vous n'avez dit que la vérité et rien que la vérité. n'en déplaise aux détracteurs de la Révolution guinéenne. Votre attitude a été et demeure toujours de dire la vérité dans l'intérêt des peulhs en particulier, de la Nation guinéenne et des Peuples africains en général.

Comment ne pas reconnaître que vous aimez l'ethnie peulhe en leur disant de suivre le chemin de l'honneur et de la dignité en abandonnant leurs défauts, le faisant vous ne faites que votre devoir, celui du Père de toute la Nation guinéenne. C'est pourquoi tous les cadres honnêtes doivent vous soutenir dans cette voie.

Camarade Responsable Suprême de la Révolution, c'est l'occasion pour moi de vous renouveler mon engagement inconditionnel d'œuvrer sous votre clairvoyante direction à la construction d'une Guinée libre, prospère et indivisible. C'est également l'occasion pour moi de saluer votre contribution décisive à la libération des Peuples africains des emprises impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste.

En vous réaffirmant ma disponibilité totale dans la lutte contre le racisme et les tares sociales, je suis prêt pour la Révolution.

Mamadou Lamine Diallo
Inspecteur des T.P. au MDR

Adieu les traitres!

Au camarade Président Ahmed Sékou Touré, Responsable Suprême de la Révolution

Camarade Président,

C'est avec beaucoup d'armertume et même la rage au cœur que j'ai écouté les dépositions des rênégats qui ont choisi de trahir notre pays. Vos riches enseignements, Camarade Responsable Suprême de la Révolution, lors de vos interventions magistrales au Palais du Peuple les 9 et 22 août 1976 invitent chaque cadre conscient originaire du Fouta à se déterminer face à cette nouvelle séquence du complot permanent.

Camarade Président, ces traîtres qui ont osé parlé au

nom des Guinéens originaires du Fouta nous ont insulté. Mais ce qui nous reconforte, c'est qu'en fait ils ne représentent que leur triste personnage.

Notre Peuple est un et indivisible. Quand ils parlent de la situation particulière du Fouta, c'est qu'ils ont toujours été en marge du chemin du Parti Démocratique de Guinée et ne connaissent par conséquent aucune réalité de notre pays.

Camarade Président, s'il était donné l'occasion à notre Peuple de se confronter avec ces traîtres, dans notre Arrondissement, l'itinéraire que notre Bureau fédéral aurait proposé entre autres au Comité Central serait : Mérico, kahel, Banga. Par l'observation directe, ces renégats auraient constaté dans nos P.R.L. que peulhs, malinkés, Diakankés ou Sarakolés vivent en étroite harmonie, parlent le même langage, mènent les mêmes activités productives dans les B.M.P. ou B.A.P. et dans les mêmes parcs collectifs et pratiquent les mêmes activités artistiques et culturelles. Ils avaient écouté le Maire illétre hier, leur parler en économiste, en comptable, en gestionnaire. Ils auraient écouté, tel ou tel membre du Bureau du Pouvoir Révolutionnaire Local indiquer la variété de riz qui convient à telle ou telle terre ou comment ménager les flexibles du tracteur.

Telles sont les quelques réalités du Peuple de Guinée exerçant tout le pouvoir. Les traîtres auraient compris encore combien ils ont confondu rêves et réalités. Mais en fait ces ingrats sont indignes et ne peuvent de nouveau s'adresser au vaillant Peuple de septembre. Adieu donc les traîtres !

Camarade Président, pour ce qui est de ma part, ma position est irréversible. Je suis diplômé de l'Ecole des cadres du Parti et suis élève assidu de l'Ecole du Peuple. Je n'ai connu autre régime que celui du Parti Démocratique de Guinée, autre Parti que le Parti-Etat de Guinée. De par ma fonction, j'ai le privilège, grâce au parti, d'être en contact directe avec le Peuple. Je suis résolu à le servir loyalement. Je vous renouvelle Camarade Président mon indéfectible attachement et vous assure de ma loyauté envers la Révolution guinéenne.

Prêt pour la Révolution.

Bano BAH

Où en sommes -nous ?

Cinq mois seulement nous séparent du 14 mai 1977. Cette date marquera d'un cachet particulier le 30^e anniversaire de la fondation du Parti Démocratique de Guinée.

Déjà le contenu de l'échéance Mai 77 est tout un programme. Il est clair : **chaque organisme et chaque service du Parti-Etat à n'importe quel niveau aura à présenter un bilan que le Peuple aura à apprécier.** Il ne s'agit plus de confisquer le pouvoir alors qu'on est fainéant et inefficace. Mieux, la 37^e session du CNR a été catégorique à ce sujet ; **tout organisme qui n'aura pas atteint les 60% des normes à lui assignées sera dissout et ses membres (car la responsabilité est collegiale) ne peuvent pour le congrès de renouvellement, faire acte de candidature... Par contre, tout organisme qui aura atteint ou dépassé les 100%, recevra en conséquence la sanction positive méritée.**

Attention camarades ! Cette fois, de telles dispositions ne sont pas faites pour le tiroir. Encore moins pour être torpillées. N'oublions pas que la Révolution obéit à la loi de la transgression qui veut dire, continuel dépassement.

Qu'avons-nous arrêté comme ligne de conduite et tâches à réaliser ? Les ruches prévues pour l'extrac-

tion du miel et de la cire sont elles posées par les familles et les CER ?

Cycle de Guinée, a-t-elle monté les chariots et charrettes destinés aux PRL ? Ces engins sont-ils déjà en place ? Opèrent-ils à souhait ? A-t-on déjà recouvré l'intégralité des impôts arriérés, le dernier délai étant le 1^{er} janvier 1977 ? ... 30 novembre 1976, Horoya, le bureau de Presse de la Présidence, Libraport devraient rentrer en possession de leurs avoirs que détiennent les fédérations. Cela est-il fait ? Pour la campagne 1975-1976, des PRL conservaient un reliquat à eux alloués. Le reliquat est-il reversé comme il a été demandé avant le 30 novembre 1976 ? Les ERC se sont-elles libérées de toutes les avances bancaires consenties pour les besoins de la campagne qui s'achève ? Le Ministère du Commerce intérieur avait des tâches concrètes et immédiates : éditer une brochure indiquant les prix de toutes les marchandises et produits à tous les stades ; livrer des emballages et matériel de pesage nécessaires aux Fédérations. Qu'a-t-il fait jusqu'à présent ? Le Domaine de la Promotion rurale a quant à lui, suggéré la construction des silos en dur au niveau des PRL et PRA. Ceux-ci sont-ils construits à la satisfaction de ce secteur ? A-t-on fini de construire les magasins de stockage des ERC pré-

37^e SESSION DU CNR

TACHES A REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 1976

Chaque Comité spécial de femmes au niveau de chaque PRL doit réaliser un hectare de culture maraîchère. Les

fonds des MAT serviront à l'acquisition des graines potagères et à l'équipement en petit outillage.

vus pour fin novembre 1976 ? Les pépinières à créer par les PRL sont-elles faites ? Le premier vendredi de chaque mois, les différents services locaux des PRL doivent faire le compte rendu de leurs activités. Le font-ils réellement ?

Ce sont là camarades, les nombreuses mais nobles tâches que nous nous sommes assignées. Donnons-nous la force pour les réaliser toutes et à temps. Car ce travail qui nous libère est fait pour le Peuple, donc pour nous-mêmes. N'oublions pas que nous sommes permanemment endettés vis-à-vis du Peuple. Et surtout quand le Peuple

nous confie une responsabilité à assumer, une tâche à faire, méritons de cette confiance dans l'honnêteté.

Est-il besoin de rappeler ce que le Responsable Suprême de la Révolution le camarade Ahmed Sékou Touré a dit à l'adresse des faux cadres agrippés aux différents échelons de l'appareil du Parti-Etat à savoir : tout cadre qui se connaît sincèrement incapable d'assumer une quelconque tâche à lui confiée, n'a qu'à présenter sa démission avant qu'il ne soit trop tard.

Nous pensons quant à nous que ne pas le faire au moment opportun serait trahir le Peuple et la Révolution.

Amirou BARRY

NOUVELLES DE FORECARIAH

Ouvert le 19 Novembre 1976, la 4ème session de la conférence économique régionale de Forécariah a pris fin le mercredi 24 novembre 1976.

Après un large commentaire des décisions et recommandations issues de ces assises, le camarade Abdourahim Touré, secrétaire fédéral, a remercié les P.R.L. pour les brillants-résultats atteints dans la campagne agricole. Il a ensuite invité tous les cadres à un meilleur enca-

drement des P.R.L.

Enfin il condamna la nouvelle séquence du complot et réaffirma l'indéfectible attachement de la fédération de Forécariah au stratège Ahmed Sékou Touré, responsable suprême de la révolution.

A l'issue des travaux, le P.R.L. de Kaïnté, section de Kakossa, a été une fois de plus proclamé P.R.L. pilote de la fédération. Cette

section a en effet réalisé 140 % des normes au titre de la campagne agricole en cours. Elle a déjà commercialisé plus de 30 tonnes de produit et payé la totalité de ses dettes.

Signalons que la 4ème session de la conférence économique régionale de Forécariah a adressé à la direction nationale de notre Parti-Etat la motion de confiance et de fidélité.

37è SESSION DU CNR

TACHES A REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 1976

Chaque famille, doit poser ses deux ~~cartes~~, et chaque CER ses ~~25 cartes~~ en vue de la production du miel et de la cire.

Chaque PRL doit prendre toutes ~~dispositions~~ ~~prises~~ en vue du choix et de la préparation des domaines pour les nouvelles unités agricoles.

Reportage

LELOUMA

L'AVENIR AVEC CONFIANCE

« Nous avons du pain sur la planche d'autant plus que tout est à faire ici » c'est le mot qui tombe de la bouche d'une militante comme souhait de bienvenue dans cette nouvelle Région de Lélouma en pleine gestation.

Lélouma, ville en construction surgie des pieds d'une ceinture de montagnes au début de l'année 1975 n'avait jamais été qu'un petit centre, le chef lieu d'un Arrondissement dont l'importance tient surtout du dynamisme fier des militants.

Cette fierté est aujourd'hui plus grande et plus légitime et pour cause. Elle est même sans bornes car les militants de Lélouma construisent non plus un Arrondissement mais une région administrative dont ils parlent tous avec un intérêt évident.

Plantée comme un sérail au milieu d'un ensemble de Régions qui l'entourent au Nord par Mali et Gaoual, au Sud par Téliélé et Pita, à l'Est par Labé et à l'Ouest par Gaoual, la jeune Région de Lélouma est l'image toute vivante d'un chantier qui

donne le reflet de la détermination et de l'engagement qui caractérisent les militants du PDG dans l'édification d'une société viable.

Elle couvre une superficie de 2 162km² qu'occupent 101.391 habitants repartis entre 4 Arrondissements totalisant 47 PRL ruraux :

— L'Arrondissement central : 12 PRL pour 23.709 habitants

— Sagalé : 14 PRL — 28.860 habitants

— Thyaguel Bory : 15 PRL — 33.210 habitants

— Djountou : 6 PRL — 15.612 habitants

En raison de sa position géographique qui la place au milieu du plateau central du Fouta-Djallon, Lélouma hérite de multiples dons de la nature. Elle présente un paysage attrayant avec un relief fort tourmenté. Une série de montagnes en pic, tantôt arrondies qui s'égrainent tel un chapelet avec des tableaux successifs aux couleurs vivantes qui confèrent grâce et beauté. Un vrai panorama romantique qui fait de Lélouma une

Région à vocation touristique.

Les nombreux cours d'eau tels que la Komba, Wességuélé, Tominé et Nyényé, outre l'intérêt économique qu'ils présentent, en ajoutent à l'excellent climat harmonisé par l'influence des zones encore boisées et des montagnes en friches dont l'air pur chatouille les narines. Ces cours d'eau qui s'étendent et se retrécissent suivant les saisons fertilisent les terres qui le bordent et offrent parfois leurs poissons avant de continuer vers les Régions voisines.

A cela s'ajoute une forte pluviométrie dont les effets bénéfiques ne font pas oublier les incidences néfastes des abondantes eaux de ruissellement sur le réseau routier. Faut-il le signaler, exception faite de la route reliant Lélouma à Labé, le réseau est fort dégradé. Les tronçons Lélouma-Sagalé et de la zone de Sagalé aux différents centres de production : les PRL du sud-ouest, par exemple sont peu praticables.

En somme les routes de Lélouma appellent des travaux d'aménagement nécessitant parfois l'utilisation de gros moyens. Ce problème est cerné mais pour l'instant, il s'agit de « compter sur ses propres forces », améliorer les tronçons dégradés et entretenir autant que possible les bretelles d'accès aux principaux centres de protection afin de faciliter l'acheminement des produits et marchandises. Ces travaux relèvent, bien sûr, de la responsabilité des PRL.

D'ores et déjà, de réels efforts sont déployés dans ce sens au niveau de la plupart des Arrondissements. Et les militants du PRL de Linsan Saran ont ouvert 25 km de route reliant leur village à la Nationale Koundara-Labé.

Ce n'est pas exagéré. On sent bien à Lélouma battre le pouls de la Révolution. Nous avons passé des jours à sillonner cette Région, dans tous les sens pour apprendre à connaître ses

populations, ses problèmes et sa vie au jour le jour. Nous avons vu, systématiquement, les résultats de 18 mois de travail qui cristallisent les énergies d'une population heureuse et fière, mobilisée dans l'exécution des tâches qui lui sont prescrites.

Mobilisation, cohésion et harmonie sont les maîtres-mots qui caractérisent cette Fédération. Il suffisait de prendre pour thermomètre l'édification de l'infrastructure de la région pour s'en convaincre. Dès la sortie du PRL de Diala, localité située à 3 km, les nouvelles bâtisses annoncent Lélouma et la ville affirme son éveil par un chantier : le quartier général des services de Travaux Publics.

Lélouma c'est le mouvement et le bruit, c'est l'animation autour des chantiers. C'est la ville qui naît. Il faut créer de toutes pièces toute l'infrastructure, toutes les institutions administrative, sociale et culturelle qui

font une Région.

— Le PRR (Pouvoir Révolutionnaire Régional) doit « pousser » seul. Ses laborieuses populations ont conscience que c'est elles seules, qui seront les artisans de l'essor de leur Fédération. Et cette conscience a pris corps. Elle s'est traduite par un bon départ. Lélouma est partie sur une bonne lancée et elle continue à entretenir la tension révolutionnaire pour que l'effort se poursuive tant dans le domaine des constructions que dans l'exécution des récents commandements de la Révolution.

Pour ce qui est des constructions, la Région a déjà fait des réalisations considérables. Et sur le plan agro-pastoral, Lélouma compte 20 BMP et 27 BAP qui, pour une superficie totale de 4 830 ha à mettre en valeur, ont réalisé 3 905 (dont 2 257 ha de riz) soit 80,85 % des normes fixées. Ce qui lui a valu une dépense totale de 5 025 102

sylis (1 286 sylis/ha). En matière de commercialisation du bétail, l'ENCOBE de Lélouma donne des résultats probants. En l'espace de quelques mois d'existence, elle a livré 256 bœufs à la boucherie régionale et elle attend son tour pour fournir, sur la base du calendrier du MDR, la totalité des normes au Centre d'abattage de Labé. Rappelons à propos, qu'au cours de la campagne écoulée, Lélouma avait fourni 2 257 têtes sur les 2 500 prévus.

Durant notre séjour, nous avons touché du doigt les réalités de cette Région qui, de concert avec les autres œuvres à la reconstruction nationale et à l'édification du socialisme.

C'est très certainement, en regard de cette disponibilité des militants, en regard aussi des possibilités économique-sociales, et dans le souci de concrétiser l'une des composantes de la philosophie de notre Révolution, philosophie qui consiste

à rapprocher l'administration des administrés, que le Parti-Etat a érigé cet ancien Arrondissement en Région.

Cette heureuse décision qui n'est qu'un aboutissement naturel du degré d'évolution que nous avons atteint dans l'œuvre d'édification de la Nation se justifie pleinement, car Lélouma c'est l'enthousiasme révolutionnaire, l'animation et le travail.

Quand on y arrive, à prime abord l'attention est captée par l'ardeur au travail. Les bâtiments poussent comme des champignons. A l'entrée de la ville : La route — 20 m de large. A droite, des maisons d'habitation, puis la Direction régionale de l'Education. A gauche, un chantier, le Bloc de la sécurité ; un bâtiment de 34 x 9 m (comprenant 8 bureaux et deux cellules) en voie de finition. Non loin de là, l'hôpital provisoire. A une cinquantaine de mètres, le centre d'accueil. Celui-ci est constitué d'une case ronde (style Pita), de 4 chambres avec leurs

dépendances. Il a été inauguré depuis le 1er janvier 1976.

De l'autre côté de la route centrale 2, les deux premiers magasins de stockage de l'ERC entièrement achevés. Ceux-ci voisinent avec les logements des chefs de services régionaux. 5 bâtiments à deux appartements chacun qui n'attendent qu'une dernière main pour recevoir ceux qui doivent les occuper.

« On sue mais on est heureux » nous dit un ouvrier de la coopérative chargée de la construction. « Regarder, nous avons travaillé dur. Ces bâtiments sont à 90% terminés » ajoute-t-il.

« Là-bas, sur la colline, le chantier de construction du Bloc administratif est plus avancé » affirme le gouverneur. Allons voir avons-nous répondu. Un camion citerne amène de l'eau. Les benues quant à elles, transportent du sable, les ouvriers préparent le béton et crépissent les murs.

37^e SESSION DU CNR

TACHES A REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 1976

Les seuls clients des ERC, en dehors des services publics demeurent les PRL et les PRA. Toute livraison de marchandises aux PRL fera l'objet d'une réglementation dans un délai

maximum d'un mois.

A la fin de chaque campagne de commercialisation, le point de la situation doit être fait avec les PRL en vue de solder tous les comptes.

37^e SESSION DU CNR :

TACHES A REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 1976

Il doit être construit au niveau des PRL et Arrondissements, des silos en dur conformément à la notice du Ministère du Domaine de la Promotion Rurale.

Chaque Fédération doit faire de l'échéance Mai 1977, le rendez-vous de l'Ecole guinéenne avec une infrastructure correcte et un mobilier complet.

Le chef du chantier, un gaillard de la quarantaine, nous fait faire « le tour du propriétaire ». Souriant et décontracté, il interroge : « C'est grand et c'est bien fait n'est-ce pas » ? Oui. C'est une œuvre grandiose faite de mains de maîtres.

« C'est notre œuvre », le chef du chantier affirme cette propriété. « C'est notre œuvre » : c'est à dire celle des ouvriers et des paysans.

La position de ces bâtiments... « Nous prévoyons l'élevation d'un « faux mur » pour protéger les toits contre les grands vents de l'Est » précise notre guide. Sans compter le soubassement qui, lui, est en pierres taillées, ce complexe a dévoré plus de 26 000 briques. Il comprend 14 bureaux, une salle de réception, une salle d'attente, une salle de conférence et un garage. Les travaux sont à 80% terminés (plafonnage).

A côté de cet imposant bloc, deux annexes devant abriter 10 bureaux cachant mal le chantier de la superbe résidence. Entre ces chantiers et le quartier résidentiel provisoire, le soubassement des 4 logements des Secrétaires généraux de Région tout comme celui des bureaux et logements des P et T, la banque et le 3e magasin de l'ERC attendent encore.

Lélouma a tourné le dos au passé, ce n'est plus le village où l'on se met au lit dès le crépuscule, mais une charmante agglomération qui vit la nuit.

A partir de 19 h 30, la Permanence fédérale (également inaugurée le 1er janvier 1976) brille de tous ses néons. Elle a déjà réceptionné des appareils de projection cinématographique. Et la frange de ses lumières borde les terrains de football et de volley-ball. « Tout est neuf, tout est nouveau à Lélouma ».

Y a-t-il de l'eau ? interrogeons-nous. Les camarades qui nous accompagnent semblent poliment offusqués

De l'eau ? Celle de nos sources rivalisent avec les meilleures eaux minérales. Dix sources intarissables existent ici ; et les plus éloignées se trouvent être dans la ville-même affirment-ils. « Bien plus », ajoute l'un d'eux, la Lélou qui a donné son nom à cette ville peut accueillir à tout moment plusieurs stations de pompage » Un sourire d'approbation et l'on formule alors l'espérance de voir s'implanter, très bientôt, une unité de mise en bouteilles d'eaux minérales dans cette Région. Lorsque l'espérance naît dans le cœur des hommes, elle peut tout concrétiser.

Peut-on jeter un coup d'œil à la briquetterie ? « Bien sûr ! » Pour s'y rendre, il faut un arrêt au CER 2e et 3e cycles où élèves, maîtres et ouvriers sont à pied d'œuvre. Ils achèvent la construction d'un bâtiment de 3 salles de classe, 3 bureaux un magasin et une salle de professeurs. Le bâtiment est déjà fonctionnel.

Dans les environs immédiats de la briquetterie, une rivière. Est-elle tarissable ? « Non » L'eau y est en toute saison. On explore le site. 2 fours souterrains et 4 acriens d'une capacité globale de 30 000 briques. L'aire de stockage d'un côté, le domaine défriché pour le verger régional de l'autre. L'organisation de l'action briques était telle que les militants y ont travaillé de jour et de nuit pendant toute la saison sèche ; ce, sous forme d'investissement humain réalisant ainsi une économie substantielle sur le coût de revient de l'infrastructure de leur Région.

« Au rendez-vous du 14 mai 1977, nous viendrons les mains bien pleines et nous serons des meilleurs car comme on le dit : aux âmes bien nées la valeur n'attend point le nombre des années ».

M. Saliou BALDE

Communiqué du Bureau de Presse de la Présidence

Le Bureau de Presse de la Présidence de la République porte à la connaissance des militants et militantes du Parti-Etat de la parution d'une riche collection de la Revue R.D.A. sous les numéros : 97 - 98 99 et 100.

La Revue R.D.A. N° 97 intitulé : « Promotions Almamy Samori Touré et Almamy Bokar Biro Barry » publie les cours magistraux dispensés par le Responsable Suprême de la Révolution, le Président Ahmed Sékou Touré lors du séminaire de formation idéologique des étudiants sortis cette année des Universités.

La Revue R.D.A. N° 97 traite de la **Morale révolutionnaire, des points d'appui de la Révolution, de la conquête, de la conservation et du développement du pouvoir du Peuple**. La Revue R.D.A. N° 97 est un manuel de formation idéologique des militants.

L'Unité nationale, c'est le titre de la Revue N° 98. Dans cette revue, nous publions une série des nombreuses interventions du Président Ahmed Sékou Touré traitant du tribalisme, du régionalisme et du racisme : des problèmes qui ont toujours préoccupé le PDG depuis sa création en 1947. Les lecteurs y trouveront des articles publiés dans « Réveil » et « Coup de Bambou » qui gardent aujourd'hui encore toute leur valeur et qui démontrent éloquentement la constance du PDG dans ses grandes lignes politiques.

Au moment où, sous le couvert du tribalisme et du régionalisme, la contre-révo-

lution veut saper les bases de l'œuvre historique réalisée par le PDG, il importe donc que tous les cadres du Parti-Etat, tous nos professeurs d'idéologie qui ont charge de forger l'homme de demain et tous les militants étudient avec sérieux la RDA N° 98, non seulement pour mieux comprendre les menées criminelles des protagonistes de l'idéologie raciste mais aussi pour lutter efficacement et partout contre toutes les pratiques racistes et régionalistes.

La famille biologique doit nécessairement céder le pas à la famille idéologique et c'est ce que la Revue RDA N° 98 défend avec clarté dans ses pages.

L'Unité nationale, nous la ferons non pas formellement, mais dans la conception même du Parti c'est-à-dire l'unité idéologique, l'unité face aux objectifs de bonheur, de démocratie et de justice pour tous et chacun.

Quant à la Revue RDA N° 99, elle est consacrée aux problèmes scolaires et universitaires. Sous le titre : « L'Ecole pour la Vie », cette revue publie tous les thèmes développés par le Président Ahmed Sékou Touré lors de sa visite dans les CER de la Capitale et de certaines régions du pays. L'Ecole pour la vie, c'est l'Ecole liée aux réalités economico-sociales, c'est l'Ecole tournée vers le devenir heureux du Peuple car, au-delà du diplôme, au-delà de la théorie, c'est la pratique qui fait l'homme. Et c'est la pratique seule qui va perfectionner la théorie pour la remettre à sa portée, à sa disposition.

L'Ecole pour la vie, autrement dit la RDA N° 99, clarifie le problème central de la Révolution, à savoir l'Education et la formation de l'homme ; l'homme complet dans ses capacités et dans sa conscience.

La RDA N° 99 est un manuel de formation idéologique et politique pour tout militant se réclamant de la Révolution.

La Revue RDA N° 100 portant le titre : « Premier Congrès Islamique National », publie les différentes interventions du Président Ahmed Sékou Touré devant la session du Conseil islamique.

Dans la RDA N° 100, vous trouverez en sommaire :

— le travail, fondement de l'Islam,

— Des cinq piliers de l'Islam et de leur application.

— Etre musulman, c'est lutter pour le bonheur du Peuple,

— La conquête de la science, une exigence sociale

— L'Islam, un instrument au service du Peuple.

— La « Fathia » c'est le chemin de la lutte contre Cheytane.

— La conscience, seule valeur de l'homme ; et en annexe quelques versets du Coran.

Dans les chapitres de la RDA N° 100, le Président Ahmed Sékou Touré a clairement posé le problème de la religion musulmane et de la Révolution populaire.

La Révolution, aussi bien que l'Islam privilégie le Peuple, la démocratie, la justice, la fraternité, le travail, la solidarité, l'indépendance et la dignité de l'homme et du Peuple. Ils sont en communion dans leur opposition à l'impur, la mystification, à l'exploitation de l'homme par l'homme, au tribalisme et au racisme.

Cette identité d'objectifs de but entre religion islamique et Révolution engendre une symbiose qui est en même temps une victoire et une arme puissante dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et toutes les forces du mal.

Dans la mesure où l'Islam doit être la religion des hommes honnêtes, de ceux qui vivent du fruit de leur labeur, c'est-à-dire des travailleurs ; enfin de ceux qui luttent contre l'impérialisme, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, l'Islam s'inscrit parfaitement dans la trajectoire philosophique du P.D.G.

La Revue RDA N° 100 est un manuel de formation idéologique que tout militant devra posséder.

La Revue RDA « Premier Congrès Islamique National » est également éditée en arabe.

La collection des revues RDA N° 97, 98, 99 et 100 est en vente dans les kiosques et succursales de Libraport et dans toutes les Permanences des 34 Fédérations du Parti!

— N'ont pas enlevé les R.D.A.

Conakry I

Conakry II

Forécariah

Fria

Tougué

Kankan

Kouroussa

Siguiri 150 RDA N° 100

N'Zérékoré 200 RDA N° 100

Macenta

C.N. JRDA

C.N. Femmes.

Nouvelles de nos régions

LABE

REUNION DES CADRES

Outre le séjour des délégations amies de la Norvège et d'Allussuisse conduite par notre Premier ministre le Docteur Lansana Béavogui, l'actualité a été dominée le 13 décembre dernier à Labé par une réunion des cadres à tous les niveaux du Parti-Etat du M.D.R. et de la Région que présidait le camarade Sékou Chérif membre du C.C. et ministre du Développement Rural. Y assistait également le Bureau Fédéral de Pita.

A cette occasion, le Ministre Sékou Chérif devait tout d'abord remercier responsables et militants du MDR de Labé pour leur contribution positive au XI^e Festival National, ce qui valu au M.D.R. de Labé la première place à l'exposition.

Il a mis l'accent sur la contribution de qualité attendue du M.D.R. de Labé en matière d'exposition dans le stand de notre pays au festival de Lagos.

Enfin le camarade Sékou Chérif a parlé de la prochaine conférence économique du M.D.R. de Labé prévue pour les 28 et 29 décembre prochain à Pita.

Cette conférence économique qui se situe dans l'optique du grand rendez-vous de Mai 74 sera un véritable constat. Car il s'agit en fait de mesurer effectivement ce qui est fait, comparer ce bilan aux décisions issues des 35^e, 36^e et 37^e sessions du Conseil National de la Révolution.

Mamadou Dia

MAMOU

DANS LES BMP ET BAP

En cette phase finale de la campagne agricole 1976, caractérisée par la moisson et la commercialisation des produits, le Bureau Fédéral de Mamou déploie d'intenses activités pour populariser et faire appliquer les importantes décisions issues de la 37^e session du CNR.

En effet dès la fin des travaux de cette session les autorités fédérales ont constitué d'importantes délégations qui sillonnent actuellement les 49 BMP et les 38 BAP des 87 P.R.L.

Partout, les délégués du Bureau Fédéral ont rappelé les normes, contrôlé et activé le remboursement des dettes des PRL à l'ERC. Elles se sont particulièrement penchées sur les préparatifs de la

prochaine campagne agricole qui comportera pour chaque PRL une BMP et une BAP totalisant 210 ha.

Le recouvrement de la taxe régionale en nature, la commercialisation des produits, l'infrastructure scolaire et des PRL ont été entre autres les principaux points traités par les délégués du Bureau Fédéral au cours de ces visites. A cet effet ils ont exhorté les militants à l'ardeur permanente au travail, à la production, à la vigilance pour hisser la Fédération de Mamou parmi les meilleures Fédérations de la Nation.

Ibrahima KABA

KANKAN

A L'HEURE DE LA MOISSON

Une conférence des cadres ayant eu à l'ordre du jour l'organisation de la moisson la commercialisation et la préparation de la campagne agricole 1977 s'est tenue le 9 décembre dernier à la permanence fédérale. Ouvrant les débats, le Secrétaire Fédéral, le camarade Kabiné Kaba a rappelé le rôle hautement libérateur du travail productif, base concrète du devenir heureux du

Pouvoir Révolutionnaire Local, l'unique solution à notre développement économique-social. Il a ensuite mis l'accent sur l'importance des B.M.P. et B.A.P.. A cet effet, il a remercié les cadres de la Fédération qui, en temps de culture ont rejoint les P.R.L. pour apporter leur contribution.

A l'heure de la moisson devait-il ajouté, vous devez être plus que jamais présents dans les champs.

Ce fut l'occasion pour le Gouverneur de la Région, le camarade Tidiane Sano de rappeler d'une part le devoir du cadre envers le Peuple qui le secrète et le modèle puis de situer l'importance décisive du moment tout en indiquant les tâches.

Pour terminer le gouverneur a donné lecture de la circulaire du Ministre du Développement Rural de Kankan invitant tous les cadres à fermer les bureaux pour rejoindre les P.R.L. dans le cadre de la moisson.

Au terme de cette conférence placée sous le signe du travail, du devoir et de la contrainte du militant révolutionnaire, une commission chargée de répartir les travailleurs entre les 112 Brigades de Production de la Fédération a été constituée.

Alkaly Bangoura

SIGUIRI

CONGRES CONSTITUTIF DU P.R.A.

Du mercredi 24 novembre au vendredi 3 décembre 1976, le camarade Diawé Baldé, membre du C.C. et ministre du Développement Rural de Kankan a été l'hôte des responsables et militants de nombreux P.R.L. et PRA du Pouvoir Révolutionnaire Régional de Siguiiri.

Ce séjour s'inscrivait dans le cadre du contrôle des tâches assignées notamment l'organisation de la récolte et de la commercialisation ainsi que l'installation de nouveaux Pouvoirs Révolutionnaires d'Arrondissement cela, pour répondre à un des soucis majeurs du Parti-Etat, souci qui consiste à mettre davantage l'administration à la portée des administrés, à ramener progressivement les pouvoirs, tous les pouvoirs au niveau du Peuple.

A cette occasion il a pu présider les opérations électorales qui ont permis l'installation des Comités directeurs des nouveaux P.R.A. de Naboun, Banko et Niandankoro comptant respectivement 5, 7 et 12 P.R.L.

Voici par ailleurs la composition des bureaux des nouveaux P.R.A. :

COMITE DIRECTEUR NABOUN

Secrétaire général : Kaïn
DANSOGO

Secrétaire à l'Organisation :
Mambi KEITA

Secrétaire à la Production :
Famaghan DANSOGO

Secrétaire à la Commercialisation : Mamadi IV KEITA

Secrétaire aux Affaires Sociales : Mamadi CAMARA

Secrétaire à la Milice :
Bandian KEITA

COMITE DIRECTEUR BANKON

Secrétaire Général : Dallas
Théa

Secrétaire à l'Organisation :
Dantouman TRAORE

Secrétaire à la commercialisation : Balla TRAORE

Secrétaire à la Production :
Fodé KOULIBALY

Secrétaire aux Affaires sociales : Fadima TRAORE

Secrétaire à la Milice : Diogo

COMITE DIRECTEUR NIANDANKORO

Secrétaire Général : Séto
KEITA

Secrétaire à l'Organisation :
Fodé II KEITA

Secrétaire à la Production :
Moriké KEITA

Secrétaire à la Commercialisation : Bandiougou KEITA

Secrétaire aux Affaires Sociales : Nassou KEITA

Secrétaire à la Milice :

Namoudou BERETE

Saramady Kourouma

AVIS DE CONCOURS



Art. 1. — Les examens professionnels d'intégration dans le Corps des instituteurs ordinaires et des instituteurs adjoints, seront organisés au niveau des chefs-lieux des Ministères du Développement rural les 21 - 22 - 23 et 24 décembre 1976.

Art. 2. — ces examens sont exclusivement ouverts :

— Pour la hiérarchie C, aux instituteurs adjoints d'enseignement général ou technique,

— Pour la hiérarchie D, aux moniteurs d'enseignement général ou technique,

— Ayant au moins 5 ans révolus de service dans ces corps.

Art. 3. — Les candidats auront à composer dans les disciplines suivantes :

A/ EPREUVES THEORIQUES

C A P

Philo-Idéologie	Durée 2 h Coéf. 1
Pédagogie	Durée 3 h Coéf. 1
Mathématiques	Durée 2 h Coéf. 1
Physique et Chimie (ou Biologie)	Durée 2 h Coéf. 1
Dictée et Question	Durée 1 h Coéf. 1
Histoire et Géographie	Durée 2 h Coéf. 1
Langues nationales	Durée 2 h Coéf. 1

C E A P

Pédagogie	Durée 3 h Coéf. 1
Philo-Idéologie	Durée 2 h Coéf. 1
Mathématiques	Durée 2 h Coéf. 1
Phys. Chimie (ou Biologie)	Durée 2 h Coéf. 1
Histoire et Géographie	Durée 2 h Coéf. 1
Dictée et questions	Durée 2 h Coéf. 1
Langues Nationales	Durée 2 h Coéf. 1

B/ EPREUVES PRATIQUES

C A P

Les candidats seront interrogés sur trois (3) matières.

C E A P

Les candidats seront inspectés sur deux (2) matières.

C/ EPREUVES ORALES

C A P

Pédagogie
Culture générale
Education physique
Appréciation des Cahiers d'Elèves

C E A P

Pédagogie
Education Physique
Appréciation des cahiers d'Elèves

Art. 4. Un état signalétique des services sera joint à toute demande de candidature, adressée aux Directions régionales de l'enseignement.

Art. 5. — Les Directions régionales de l'Enseignement devront transmettre les listes de candidature au Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et Alphabétisation (Service Examens) par voie hiérarchique, au plus tard le 10 décembre 1976 délai de rigueur.

Art. 6. Les listes comporteront obligatoirement les colonnes ci-après.

- 1° Prénoms et Noms
- 2° Adresses complètes des candidats
- 3° Date d'intégration dans les corps des Instituteurs Ordinaires et des Instituteurs Adjoints.
- 4° Classement actuel (grade).

Art. 7. Toute adresse incomplète ou erronée entraînera l'élimination pure et simple de la candidature.

Art. 8. La note (zéro) est éliminatoire dans toutes les matières de l'Examen, ainsi que toute note inférieure à 7/20 en Pédagogie, Philo Idéologie et Mathématiques.



Par arrêté n° 531 MDS MT du ministre du travail en date du 30 novembre 1976

Art. 1er — Un examen d'intégration dans le corps des professeurs (hiérarchie B) est ouvert exclusivement aux instituteurs

ordinaires de l'Enseignement général ou technique ayant au moins 7 ans d'ancienneté dans la hiérarchie « C ».

Art. 2 — Cet examen professionnel d'accès à la hiérarchie « B » sera organisé au niveau des Chefs-lieux des M.D.R. les 10 et 11 janvier 1977.

Art. 3 — Les candidats auront à composer dans les disciplines suivantes :

I — Option Psycho-pédagogie

1. Pédagogie Durée : 5 heures Coefficient 1

2. Psychologie Durée : 5 heures Coefficient 1

II — Option philosophie-idéologie-sociologie

1. Philosophie - Idéologie Durée : 5 heures Coefficient 1

2. Sociologie Durée : 5 heures Coefficient 1

III — Option Langue-Littérature

1. Linguistique Générale Durée : 5 heures Coefficient 1

2. Analyse Littéraire Durée : 5 heures

IV — Histoire Géographie

1. Histoire Durée : 5 heures Coefficient 1

2. Géographie Durée : 5 heures Coefficient 1

V — Economie - Statistique

1. Economie Durée : 5 heures Coefficient 1

2. Statistique Théorique Durée : 5 H. Coefficient 1

VI — OPTION COMPTABILITE-GESTION,

1. Comptabilité Générale : Durée : 5 heures Coef. 1

2. Commerce ou Math. Financière : Durée 5 heures Coef. 1

VII — OPTION MAT PHYSIQUE

1. Mécanique et physique moléculaire : Durée 5 h Coef. 1

2. Algèbre ou analyse ou Géométrie : Durée : 5 h Coef. 1

VIII — OPTION BIOLOGIE CHIMIE

1. Biologie générale ou Botanique générale ou Zootechnie : Durée : 5 heures Cof. 1

2. Chimie Durée 5 heures Coef. 1

IX — OPTION CHIMIE-GEOLOGIE

1. Chimie Durée : 5 heures Coef. 1

2. Géologie Générale ou Paléontologie : Durée 5 heures Coef. 1

X — SCIENCES AGRICOLES

1. Agriculture Générale ou Génie Rural : Durée 5 h Coef. 1

2. Protection des végétaux ou Botanique générale ou Zootechnie : Durée : 5 heures Coef. 1

XI — MECANIQUE

1. Mécanique rationnelle : Durée 5 h : Coef. 1

2. Dessin technique : Durée : 5 heures Coef. 1

XII — GENIE-CIVIL

1. Matériaux de construction : Durée : 5 heures Coef. 1

2. Dessin technique : Durée 5 heures Cof. 1

XIII — ELECTROTECHNIQUE

1. Electrotechnique théorique : Durée : 5 heures Coef. 1

1. Mécanique rationnelle : Durée 5 h : Coef. 1
ou Résistance des matériaux : Durée 5 h Coef. 1

Art. 4. — Les demandes d'inscriptions devront parvenir au Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et Alphabétisation au plus tard le 31 décembre 1976, délai de rigueur

Art. 5. — Le dossier de candidature comportera obligatoirement les pièces ci-après :

— Une demande écrite de la main du candidat et adressée au Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et Alphabétisation par voie hiérarchique.

— Une copie de la décision à la hiérarchie « C »

Art. 6. Toute indication incomplète ou erronée entraînera l'élimination pure et simple de la candidature.

Art. 7. — La note (zéro) est éliminatoire dans toutes les matières de l'examen.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Il est porté à la connaissance des Entrepreneurs que le Ministère des Aménagements Pêche et Elevage de la République de Guinée, lance un appel d'offres international avec variante pour la fourniture et le transport sur le chantier de matériel d'irrigation destiné aux travaux d'aménagements hydroagricoles du centre pilote d'ananas de Daboya, réseau bas service (Haut Samou), situé à 20 km de Kindia, sur la route Conakry-Kindia.

Le matériel comprend succinctement (irrigation par aspersion) :
1200 m de conduites mobiles,
460 asperseurs,

3 fertilisateurs,
et le petit matériel annexe.

Les prestations comprennent également la mise à disposition de personnel sur le chantier pour l'assistance à l'irrigation durant une période de 3 mois à compter du novembre 1977.

Le matériel devra être livré impérativement au plus tard le 15 septembre 1977, sur le chantier et les essais terminés pour le 1er novembre 1977.

Les dossiers d'appel d'offres seront mis à la disposition des Entrepreneurs à partir du 15 décembre 1976, à l'adresse suivante au prix de 4000 sylis.

Ministère des Aménagements, Pêche et Elevage CONAKRY

(République de Guinée).

La date limite de réception des soumissions est fixée au 15 février 1977.

La participation est ouverte à l'égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats Membres de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) ou de la Confédération Helvétique.

Les services du Ministère des Aménagements, Pêche et Elevage seront à la disposition des Entrepreneurs pour consultation du dossier et tous renseignements complémentaires.

37^e SESSION DU CNR

TACHES A REALISER AVANT LE 31 DECEMBRE 1976

Créer au niveau de chaque Région administrative un service de l'habitat chargé de la construction, de l'entretien et de la gestion des logements administratifs.

Inscription obligatoire de crédits affectés aux constructions de nouveaux logements des cadres dans les budgets régionaux de développement.

Monde en bref

MOSCOU

Le secrétaire général du CC du PCUS, Léonid Brejnev a reçu lundi 13 décembre au Kremlin le secrétaire général du CC du SED, président du Conseil d'Etat de la République Démocratique Allemande, Erich Honecker, qui est arrivé à Moscou sur invitation du Comité Central du PCUS pour une courte visite d'amitié. A cette occasion, le camarade Erich Honecker a remis le même jour au Kremlin les plus hautes distinctions de la RDA : « l'étoile de héros de la République Démocratique Allemande et la grande étoile de l'amitié des Peuples » à Léonid Brejnev pour le mérite de celui-ci dans la libération des Peuples du fascisme hitlérien par l'armée soviétique et dans le développement des relations fraternelles entre l'URSS et la RDA.

TRIPOLI

A l'issue de la visite officielle effectuée en Union soviétique par Mouammar Kadhafi, président du Conseil de Commandement de la Révolution arabe Libyenne, un communiqué a été rendu public lundi 13 décembre par le CCR de la Révolution arabe Libyenne qualifiant les résultats des pourparlers soviéto-libyens de très positifs. « Cette visite, note le communiqué, est un événement d'importance dans l'histoire de l'amitié arabo-soviétique ».

NEW-YORK

Les débats de la 4^e commission de l'Assemblée générale de l'ONU sur la situation en Rhodésie montre que la majorité des membres de l'ONU sont

préoccupés des problèmes de l'Afrique Australe.

En effet, les représentants du Bénin, de la Zambie, de la Guyane, de l'Inde et d'autres pays ont souligné que ce n'est pas seulement le sort des Peuples de Zimbabwe, de Namibie, et d'Afrique du Sud qui est en jeu en Afrique Australe, mais aussi l'avenir de l'ensemble du continent africain. Le délégué du Bénin particulièrement, a dénoncé la coopération des puissances occidentales avec les racistes comme une violation flagrante des principes énoncés dans la Charte de l'ONU.

Par ailleurs l'assemblée générale de l'ONU a adopté le 14 décembre une résolution sur la situation sociale dans le monde. Cette résolution stipule : « la liquidation de l'impérialisme, du colonialisme, de l'agression, de l'occupation étrangère, de toutes formes de discrimination, de la menace à la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, sont autant de prémisses du progrès social et économique des pays en développement ».

HANOI

Le 4^e congrès du Parti des Travailleurs s'est ouvert le 14 décembre à Hanoi. Les délégués à ce congrès débattent le rapport d'activités du CC du PTV, fixeront les principales orientations du Plan quinquennal de développement économique allant de 1976 à 1980, entérineront les statuts du Parti et éliront ses organes centraux. De nombreuses délégations des Partis frères ont pris part à ce congrès.

OUAGADOUGOU

Cette année, la Haute-Volta

a marqué l'anniversaire de sa souveraineté sous le signe de la lutte contre le retard économique pour le progrès social. A cet effet, un projet de mise en valeur des terres du bassin des Volta blanche, rouge, et noire a été élaboré et mis en exécution. Dans ce pays, la promotion de la coopérative avec les pays voisins tels le Niger et le Mali est une constante politique. Le projet cadre de développement Liptako-Gorom en est un exemple.

LE BICENTENAIRE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUES

« La vie, la liberté et la recherche du bonheur ». Telle est l'histoire que raconte l'exposition audio-visuelle organisée dans la salle des fêtes Mafory Bangoura de l'IPGAN par l'Ambassade des USA en Guinée. Nombreux sont les invités qui, ce 14 décembre furent saisis d'admiration par cette exposition. Celle-ci retrace les dures épreuves subies par le Peuple américain dans sa marche ascendante à la recherche de son bonheur.

Photos, objets d'arts, revues, projections cinématographiques, télévision en différée, tout cela a parlé pour donner une vue socio-culturelle des 13 premières colonies britanniques qui ont formé le noyau des Etats-Unis d'Amérique.

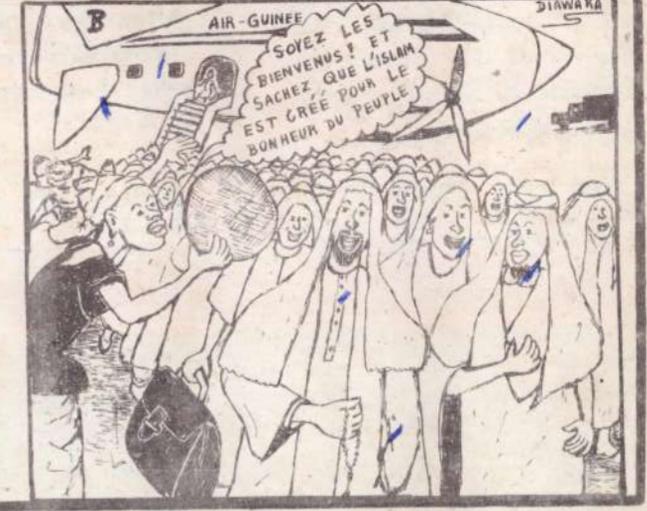
Nul doute que cette exposition audio-visuelle ouverte le 14 décembre jusqu'au 25 du même mois, permettra à tous ceux qui veulent découvrir la Patrie de Georges Washington, d'avoir suffisamment d'informations.

LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 103

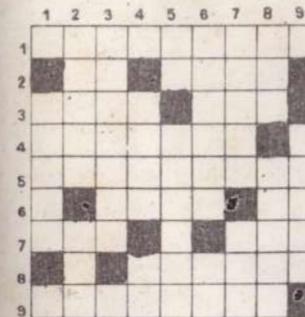


SOLUTION PROCHAIN NUMERO



MOTS CROISES

PROBLEME N° 210
PROPOSE PAR
L'ADJUDANT
YAGOUBA CAMARA
ETAT-MAJOR
GENDARMERIE
NATIONALE
CONAKRY



HORIZONTALEMENT

- 1 - Exécuter
- 2 - Symbole chimique - Lire en Anglais
- 3 - Qui a rapport à l'anus - Adverbe
- 4 - Union matrimoniale
- 5 - Approvisionner
- 6 - Fruit de cueillette en Afrique - Symbole chimique

- 7 - Demi nom du propagateur de la tripanosomiase - Relie la tête aux épaules
- 8 - Premier morceau coupé d'un rôti
- 9 - Arrête dans le futur

VERTICALEMENT

- 1 - Qui aime
- 2 - S'emploie dans l'irrigation - Monsieur en Anglais
- 3 - Sorte de clochette
- 4 - Outil d'acier - Voyelles doubles
- 5 - Consonnes - Donnant de l'air
- 6 - Sert à démêler - Pronom personnel
- 7 - Partie de la chaussure - Véhicule
- 8 - Nom d'un leader africain - Relève du commerce d'Etat
- 9 - Partie d'un navire

Solution du problème N° 209

1	S	A	L	O	M	O	N	I	
2	Q	U	I	M	O	N	O	D	
3	U	T	N	U	H	V	E		
4	E	O	I	L	O	T	O		
5	L	T	E	X	T	L			
6	E	L	M	A	Y	E	R	O	
7	T	U	E	F	U	R	A	G	
8	T	I	T	R	E	R	C	U	
9	E	L	O	Q	U	E	N	T	E

SOLUTION

DU DESSIN N° 102
HOROYA N° 2252

- 1 - Il manque une rangée de spectateurs
- 2 - L'entraîneur de M.C.A. ne pleure plus.
- 3 - La manche du maillot d'un mouloudien
- 4 - Le Mouloudien a perdu les traits noirs de sa chaussure.
- 5 - Une herbe a disparu.
- 6 - L'arbitre n'est plus ventru.
- 7 - La chevelure du mouloudien a diminué.

Des décisions de la 37^e session du C.N.R.

Au niveau de chaque PRL, des les récoltes 1976, sélectionner et conserver 12 tonnes de semences avant toute commercialisation.

Créer dans chaque PRL avant décembre 1976, une pépinière pour intensifier l'application de la loi-Fria.

Construction au niveau des PRL et Arrondissements des silos en dur et de greniers - magasin selon les notices du Ministère du Domaine de la Promotion rurale.

Pour la campagne 1977 chaque PRL exploitera deux unités de production agricole (BMP et BAP).

Tout organisme dirigeant qui n'atteindra pas 60% des normes sera dissous et ses membres rendus inéligibles.

Inscription obligatoire aux budgets régionaux de crédits à l'habitat et création d'un service à l'habitat.

Production intensive du miel et de la cire par famille, CER et PRL.

Tout organisme qui égalera ou dépassera les 100% des normes sera moralement et matériellement encouragé.

La répartition des marchandises entre les PRL doit obéir rigoureusement au critère de la production.

Doter chaque CER d'une infrastructure correcte et d'un mobilier complet avant le 14 mai 1977.

Veiller scrupuleusement au respect des prix homologués.

Le Comité spécial des femmes par PRL doit réaliser un hectare de cultures maraichères avant le 14 mai 1977.

Compresser, partout où cela existe, le personnel pléthorique.

Le Conseil islamique national doit veiller au contrôle rigoureux du fonctionnement des Mosquées et à la morale qui doit présider à la désignation des Imams.



HOROYA

P
D
G

N° 2254 - Du 26 déc. au 1er Janvier 1977 - Prix : 25 sylis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE



Une réunion autour du 22 Novembre à Freetown